

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 533

27 février 2014

SOMMAIRE

Allfit SPF-S.A.	25584	Joh. A. Benckiser s.à.r.l.	25545
Altuma S.A.	25584	Kaderma S.A.	25542
Alux S.A.	25544	Karenita S.A.	25540
Bank Leumi (Luxembourg) SA	25543	Klopi S.A.	25542
Brandenburg Management	25543	Lessix Holding S.A.	25540
Brondi Finanziaria S.A.	25542	L-GAM Investments (Founder A) SCSp ..	25541
Calisco Luxembourg S.A., SPF	25544	L-GAM Investments (Founder) SCSp	25541
Camelot Holding S.A., SPF	25540	Luxco Holdings CEP I (GP) S.A.	25539
CCP Credit Acquisition Holdings Luxco S.à r.l.	25543	Luxluce S.P.F.	25539
Central European Participation II S.à r.l.	25538	Macsteel Holdings Luxembourg S.à r.l. ...	25539
Comptoir Foncier Invest Benelux	25542	Maschinenbau und Metallbau G.m.b.H. ..	25539
Cotia S.à r.l.	25541	Merlin	25538
Credit Suisse Capital Partners (Luxem- bourg) S.à r.l.	25583	Moor Park Newday Holdings Luxembourg S.à r.l.	25544
Fourteen Poplar S.à r.l.	25538	M.S. Lux Saràl	25539
INHALUX.lu	25540	My Stone Lux s.à.r.l.	25539
Iwojima S.à r.l.	25541	OpCapita Red GP S.A.	25572
		Scaprim Lux	25555

Fourteen Poplar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 183.390.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 20 décembre 2013, que l'associé unique de la Société, Alter Domus Luxembourg S.à r.l., a transféré la totalité des 12.500 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- Insight Venture Partners VIII, L.P., une exempted limited partnership constituée et régie selon les lois des Îles Caïman, immatriculée auprès du Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro MC-71022, ayant son siège social à l'adresse suivante: Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Îles Caïman.

En conséquence, les 12.500 parts sociales de la Société sont désormais détenues par le nouvel associé unique Insight Venture Partners VIII, L.P.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Fourteen Poplar S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014011625/20.

(140013192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Central European Participation II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 10.125.050,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 120.155.

Il résulte d'une résolution prise par les associés de la Société et datée du 3 décembre 2013 que:

- Monsieur Ruediger Schwarz, résidant professionnellement au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au 3 décembre 2013 et ce pour une durée indéterminée;

- Monsieur Christopher Collo, résidant professionnellement au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au 3 décembre 2013 et ce pour une durée indéterminée;

L'adresse du gérant Pramerica Luxembourg Corporate Directorship S.à r.l. a été modifiée du 15 boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 2 boulevard de la Foire, L-1523 Luxembourg.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de la manière suivante:

- Mr Ruediger Schwarz,

- Mr Christopher Collo, et

- Pramerica Luxembourg Corporate Directorship S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014011534/22.

(140013381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Merlin, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2652 Luxembourg, 126, rue Albert Unden.

R.C.S. Luxembourg B 156.380.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Merlin

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2014011767/12.

(140012966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

**My Stone Lux s.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. M.S. Lux Sàrl).**

Siège social: L-7661 Medernach, 10, rue de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 59.853.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014011777/10.
(140013189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Maschinenbau und Metallbau G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4804 Rodange, 4, rue Schio.
R.C.S. Luxembourg B 67.073.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014011764/9.
(140013145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Macsteel Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 159.338.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014011761/9.
(140012785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Luxluce S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 37.761.

Je vous informe par la présente que je démissionne de ma fonction d'administrateur de votre société avec effet immédiat.
Luxembourg, le 8 janvier 2014. Ronald Weber.
Référence de publication: 2014011740/10.
(140012504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Luxco Holdings CEP I (GP) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 161.059.

EXTRAIT

- L'adresse professionnelle de Monsieur Simon Barnes, gérant de la Société, est désormais le 16, Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, Luxembourg.
- L'adresse professionnelle de Monsieur Jens Hoellermann, gérant de la Société, est désormais le 16, Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014011737/16.
(140012848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Lessix Holding S.A., Société Anonyme Holding.

R.C.S. Luxembourg B 77.643.

Par la présente, la soussignée SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN S.A., ayant son siège social à 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, déclare avoir dénoncé ce 15 janvier 2014 par courrier auprès de la société LESSIX HOLDING S.A., société anonyme inscrite section B numéro 77643, le contrat de domiciliation qui la liait à elle, ainsi que le siège social fixé à 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Luxembourg, le 15 janvier 2014.

SEB

Référence de publication: 2014011733/12.

(140013247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Camelot Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.807.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement des actionnaires de la société, tenue à la date du 12 décembre 2013, que

L'assemblée a pris note de la démission du commissaire aux comptes International Stratégie Advisory S.à.r.l. (immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B138010).

L'assemblée a décidé de nommer en tant que nouveau Commissaire aux Comptes la société KSANTEX S.à.r.l. (immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B152619), avec siège social établi au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, à compter de ce jour. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014011547/20.

(140013489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

INHALUX.lu, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 149.080.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 21 janvier 2014 que:

Le conseil d'administration décide de transférer le siège social de la société du 62, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg au 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014011709/12.

(140013565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Karenita S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 122.508.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014011722/10.

(140013182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

L-GAM Investments (Founder) SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 182.639.

En date du 06 Janvier 2014, l'associé gérant commandité de la Société, L- GAM Investments GP S.à r.l., établie et dont le siège social est situé au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B181407, a changé sa dénomination de L-GAM Investments GP S.à r.l. à L-GAM Investments GP.

Luxembourg, le 17 Janvier 2014.

JTC (Luxembourg) S.A.

Signature

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2014011730/15.

(140013045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

L-GAM Investments (Founder A) SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 182.638.

En date du 06 Janvier 2014, l'associé gérant commandité de la Société, L- GAM Investments 2 S.à r.l., établie et dont le siège social est situé au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B18119, a changé sa dénomination de L-GAM Investments 2 S.à r.l. à L-GAM Investments 2.

Luxembourg, le 17 Janvier 2014.

JTC (Luxembourg) S.A.

Signature

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2014011729/15.

(140013044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Iwojima S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 72.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014011715/10.

(140013122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Cotia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 814.100,00.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 139.060.

EXTRAIT

L'adresse de l'un des gérants de la société, à savoir Madame Michelle DELFOSSE, est désormais la suivante:

- 12, rue des Champs, L-7435 Tuntange

Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Pour COTIA S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014011564/14.

(140013259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Klopi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 100.754.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement en date du 16 janvier 2014 que les modifications suivantes ont été adoptées:

- Madame Anna Kolesnikova, demeurant au 25B boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a été nommée administrateur de la société avec effet immédiat et ce, pour une durée de 3 ans en remplacement de Monsieur Patrick Houbert.

Les mandats susvisés prendront donc fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014011726/15.

(140013130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Kaderma S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 169.004.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires tenue de manière extraordinaire en date du 19 novembre 2013.

L'Assemblée Générale a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- Nomination de Madame Carole Bugnon, née le 24 février à Montagny France et demeurant 11 Chemin des Joncs à 1185 Mont-sur-Rolle (France), pour une durée de six ans soit jusqu'à l'assemblée générale statuant en 2019.

Le 20 Janvier 2014.

Pour extrait conforme

Chemin des Joncs

Référence de publication: 2014011721/15.

(140013156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Comptoir Foncier Invest Benelux, Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach, 3, rue des Tilleuls.
R.C.S. Luxembourg B 69.679.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011539/9.

(140013310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Brondi Finanziaria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 49.927.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 14 janvier 2014 que, DIRILOU SARL, établie et ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, a été nommé commissaire aux comptes, pour terminer le mandat de Monsieur Michel Schaeffer.

Luxembourg, le 14 janvier 2014.

Pour extrait conforme

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2014011523/15.

(140013511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Brandenburg Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 123.466.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire reconvoquée des actionnaires de Brandenburg Management (la «Société») qui s'est tenue en date du 17 décembre 2013 a décidé:

- De renouveler le mandat d'administrateur de la Société de M. Michael Chidiac, résidant professionnellement au 22 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg avec effet au 19 décembre 2012 et pour une période indéterminée.
- De renouveler le mandat d'administrateur de la Société de Mr Guy Hornick, résidant professionnellement à «le Dôme», Espace Pétrusse, 2 avenue Charles de Gaulle BP 351, L-2013 Luxembourg avec effet au 19 décembre 2012 et pour une période indéterminée.
- De renouveler le mandat d'administrateur de la Société de Mr François Pfister, résidant professionnellement à 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 19 décembre 2012 et pour une période indéterminée.
- De renouveler le mandat de KPMG Luxembourg Sàrl, 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BRANDENBURG MANAGEMENT

Société anonyme

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014011496/25.

(140012218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Bank Leumi (Luxembourg) SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 49.124.

—
Madame Nitza Rousso-Shtauber, a démissionné de sa fonction d'administrateur et membre du Conseil d'Administration de la Bank Leumi (Luxembourg) S.A., avec effet au 5 janvier 2014.

Senningerberg, le 22 janvier 2014.

Bank Leumi (Luxembourg) SA

Référence de publication: 2014011500/11.

(140013378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

CCP Credit Acquisition Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 138.981.

—
Il résulte d'un contrat d'apport {traduction libre} exécuté sous seing privé en date du 31 décembre 2013 par (i) l'associé unique de la Société, CCP Credit Acquisition Holdings Cayman, LP. (l'«Associé Unique Cédant»), (ii) la société CCP Credit Holdings Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B180.460 (l'«Associé Unique Cessionnaire») et (iii) la Société que l'Associé Unique Cédant transfère la totalité des parts sociales qu'elle détient dans la Société au Cessionnaire, et ce avec effet au 31 décembre 2013.

Il résulte de ce qui précède que le Cessionnaire, nouvel associé unique de la Société, détient parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014011552/18.

(140012886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Calisco Luxembourg S.A., SPF, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 45.646.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire tenue en date du 18 octobre 2013 que:

L'assemblée décide de reconduire les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Guy Lanners, né le 9 septembre 1965 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg,

- Monsieur Jean Nicolas Weber, né le 7 mai 1950 à Wiltz, demeurant professionnellement au 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg,

- Monsieur Jean-Claude Smadja, né le 27 avril 1937 à Tunis, demeurant au 16, Immeuble Richelieu, CH-3963 Crans-sur-Sierre.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2018.

L'assemblée décide de reconduire le mandat de commissaire aux comptes détenu par la société:

- FIDU-CONCEPT SARL, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B38.136, ayant son siège social au 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2018.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014011545/22.

(140012852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Moor Park Newday Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 101.235.127,48.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 125.758.

—
Extrait des résolutions prise par l'associé unique le 13 janvier 2014

Madame Anna D'Alimonte, ayant son adresse professionnelle au 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, a démissionné de sa fonction de Gérante de la Société avec effet au 8 Janvier 2014.

Monsieur Yves Cheret, ayant son adresse professionnelle au 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, a été nommé comme Gérant de la Société avec effet au 8 Janvier 2014.

Luxembourg, le 20 Janvier 2014.

Daniela Klasén-Martin

Gérante

Référence de publication: 2014011774/16.

(140013341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Alux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 29, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 70.582.

—
Extrait de la résolution prise par les actionnaires lors de l'assemblée générale ordinaire tenue le 09 mai 2013 au siège social de la société

1. L'Assemblée décide de procéder à la nomination de Monsieur Joël NEPPER en qualité d'administrateur, né le 06 Décembre 1975 au Luxembourg et résident professionnellement à 23, Avenue Pasteur L-2311 Luxembourg, en remplacement de Madame Nicole VANDEN BERGHE décédée. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ALUX S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014011459/16.

(140012975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Joh. A. Benckiser s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 6.403.828,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 164.586.

In the year two thousand and thirteen, on the twentieth day of December,
Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Joh. A. Benckiser s.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of notary Maître Elvinger dated 8 November 2011, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the RCS) under number B 164.586 and having a share capital amounting to USD 6,372,772.- (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been amended most recently on 4 October 2013 pursuant to a deed of Maître Elvinger published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 22 November 2013 under number 2951.

THERE APPEARED

Parentes Holding SE (previous company name: Joh. A. Benckiser SE), a company incorporated under the laws of Austria, having its registered office at Rooseveltplatz 4-5/Top 10, A-1090 Vienna, Austria, registered with the Commercial Court of Vienna, under number FN 288590 y,

Dr Renate Reimann-Haas, with professional address at Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A-1090, Vienna, Austria,

HFS s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.525,

Bansk s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.349,

Platin Investments s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg registered with the RCS under number B 165.345,

1998 Grat s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.604,

AC Revocable Trust s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.629,

Jorina s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 169.858,

F.A.M.P.A. s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 169.864,

Aliyah s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 169.857,

Markus Hopmann, with professional address at Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A- 1090, Vienna, Austria,

Joachim Creus, with professional address at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg,

- each individually a "Shareholder" or jointly the "Shareholders" -. Parentes Holding SE hereby represented by Ms Flora Gibert with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal; and

Dr Renate Reimann-Haas, HFS s.a r.l., Bansk s.a r.l., 1998 Grat s.a r.l., AC Revocable Trust s.a r.l., Platin Investments s.a r.l., Jorina s.a r.l., F.A.M.P.A. s.a r.l., Aliyah s.a r.l., Markus Hopmann, and Joachim Creus each hereby represented by Ms Sara Lecomte, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholders acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to enact the following:

I. That the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. increase of the share capital of the Company by an amount of thirty-one thousand fifty-six United States dollars (USD 31,056.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount six million three hundred seventy-two thousand seven hundred seventy-two United States dollars (USD 6,372,772.-) to six million four hundred three thousand eight hundred twenty-eight United States dollars (USD 6,403,828.-) by way of the issuance of thirty-one

thousand fifty-six (31,056) new shares, having a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each (the Share Capital Increase);

2. subscription for and payment of the share capital increase specified under item 1 above by several contributions in kind;

3. amendment and restatement of Article 5.1 of the Articles such that it shall read as follows:

The share capital is set at six million four hundred three thousand eight hundred twenty-eight United States dollars (USD 6,403,828) represented by six million four hundred three thousand eight hundred twenty-eight (6,403,828) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, divided in several classes as follows: five million three hundred forty-two thousand two hundred (5,342,200) class A ordinary shares (the Class A Ordinary Shares), one hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-three (133,333) class B1 ordinary shares (the Class B1 Ordinary Shares), sixty-three thousand two hundred ninety-seven (63,297) class B2 ordinary shares (the Class B2 Ordinary Shares), one hundred twenty thousand (120,000) class BN ordinary shares (the Class BN Ordinary Shares), fifteen thousand (15,000) class B3 ordinary shares (the Class B3 Ordinary Shares), ten thousand (10,000) class B4 ordinary shares (the Class B4 Ordinary Shares), ten thousand (10,000) class B5 ordinary shares (the Class B5 Ordinary Shares), ten thousand (10,000) class B6 ordinary shares (the Class B6 Ordinary Shares), ten thousand (10,000) class B7 ordinary shares (the Class B7 Ordinary Shares), ten thousand (10,000) class B8 ordinary shares (the Class B8 Ordinary Shares), thirteen thousand three hundred thirty-three (13,333) class B9 ordinary shares (the Class B9 Ordinary Shares); the Class B1 Ordinary Shares, the Class B2 Ordinary Shares, the Class BN Ordinary Shares, the Class B3 Ordinary Shares, the Class B4 Ordinary Shares, the Class B5 Ordinary Shares, the Class B6 Ordinary Shares, the Class B7 Ordinary Shares, the Class B8 Ordinary Shares and the Class B9 Ordinary Shares are collectively referred to as the Class B Ordinary Shares; the Class A Ordinary Shares and the Class B Ordinary Shares are collectively referred to as the Ordinary Shares), one hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-three (133,333) special 1 shares (S1 Shares) and five hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-two (533,332) special 2 shares (the S2 Shares, the S1 Shares and the S2 Shares are collectively referred to as the Special Shares). The rights attached to each category of shares are further defined in these Articles. One Class S1 Share and one Class S2 Share together carry the rights of one Ordinary Share subject to the limitations set forth in Articles 17.2, 18.1, 18.2, 20.3 and 20.4.

4. amendment and restatement of Article 19.1 of the Articles such that it shall read as follows:

Unless otherwise decided by the shareholders, the Company shall make annual distributions in an amount as determined from time to time by the Shareholders' Committee in its sole discretion. Shares issued but not fully paid in (including a contractually agreed contribution) at the distribution date shall participate in that distribution pursuant to Article 16.5. If and to the extent that these shares are paid in further, or new shares are issued and paid in, after the distribution date but before the end of the then current fiscal year, these shares shall be entitled to a proportionate distribution pursuant to Sections 16.4 to 16.6 for that fiscal year, to be made together with the following year's regular distribution. These distributions shall be made in addition to the distribution on the PPI. To the extent necessary, such distributions shall be made from reserves.

5. deletion of Art. 19.2.

6. Art. 19.3 becomes Art. 19.2 and its second and third sentence are amended and restated such that they shall read as follows:

Tax Distributions shall be made once a year only. To the extent that any tax liability attributable to taxable income allocation becomes due and payable prior to the date of a distribution, the Company shall make an advance payment on the future Tax Distribution to the relevant shareholder (each one: a "TD Advance").

7. amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to (i) register, in the name and on behalf of the Company, the newly issued shares in the register of shareholders of the Company, and (ii) complete any formalities in connection with the Share Capital Increase (including, for the avoidance of doubt, the signing of the said registers); and

8. miscellaneous.

III. That the Shareholders have taken the following resolutions.

First resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of thirty-one thousand fifty-six United States dollars (USD 31,056.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount six million three hundred seventy-two thousand seven hundred seventy-two United States dollars (USD 6,372,772.-) to six million four hundred three thousand eight hundred twenty-eight United States dollars (USD 6,403,828.-) by way of the issuance of thirty-one thousand fifty-six (31,056) new shares, having a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each (the Share Capital Increase);

Second resolution

The Shareholders resolve to accept and record the following subscription for and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

At this point in time, Platin Investments s.à r.l., represented by Ms Sara Lecomte, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration,

intervenes and declares to subscribe for nine thousand three hundred thirty-three (9,333) new class B9 Ordinary Shares such shares to be fully paid up by a contribution in kind in the amount of fourteen million eight thousand eight hundred thirty-three United States dollars (USD 14,008,833.-).

The contribution to the Company made by Platin Investments s.à r.l. shall be allocated as follows:

- an amount of nine thousand three hundred thirty-three United States dollars (USD 9,333.-) is allocated to the share capital account of the Company; and

- an amount of thirteen million nine hundred ninety-nine thousand five hundred United States dollars (USD 13,999,500.-) is allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the contribution in kind is evidenced by *inter alia*, a certificate issued on the date of this deed by the management of Platin Investments s.à r.l. acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate by Platin).

The amount allocated to the share premium account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares.

The aggregate amount of fourteen million eight thousand eight hundred thirty-three United States dollars (USD 14,008,833.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

At this point in time, Jorina s.à r.l., represented by Ms Sara Lecomte, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration,

intervenes and declares to subscribe for five thousand (5,000) new class B4 Ordinary Shares such shares to be fully paid up by a contribution in kind in the amount of seven million five hundred five thousand United States dollars (USD 7,505,000.-).

The contribution to the Company made by Jorina s.à r.l. shall be allocated as follows:

- an amount of five thousand United States dollars (USD 5,000.-) is allocated to the share capital account of the Company; and

- an amount of seven million five hundred thousand United States dollars (USD 7,500,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the contribution in kind is evidenced by *inter alia*, a certificate issued on the date of this deed by the management of Jorina s.à r.l. acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate by Jorina).

The amount allocated to the share premium account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares.

The aggregate amount of seven million five hundred five thousand United States dollars (USD 7,505,000.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

At this point in time, F.A.M.P.A. s.à r.l., represented by Ms Sara Lecomte, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration,

intervenes and declares to subscribe for five thousand (5,000) new class B5 Ordinary Shares such shares to be fully paid up by a contribution in kind in the amount of seven million five hundred five thousand United States dollars (USD 7,505,000.-).

The contribution to the Company made by F.A.M.P.A. s.à r.l. shall be allocated as follows:

- an amount of five thousand United States dollars (USD 5,000.-) is allocated to the share capital account of the Company; and

- an amount of seven million five hundred thousand United States dollars (USD 7,500,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the contribution in kind is evidenced by *inter alia*, a certificate issued on the date of this deed by the management of F.A.M.P.A. s.à r.l. acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate by F.A.M.P.A.).

The amount allocated to the share premium account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares.

The aggregate amount of seven million five hundred five thousand United States dollars (USD 7,505,000.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

At this point in time, Aliyah s.à r.l., represented by Ms Sara Lecomte, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting

on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration,

intervenes and declares to subscribe for one thousand nine hundred twenty-three (1,923) new class B6 Ordinary Shares such shares to be fully paid up by a contribution in kind in the amount of two million eight hundred eighty-six thousand four hundred twenty-three United States dollars (USD 2,886,423.-).

The contribution to the Company made by Aliyah s.à r.l. shall be allocated as follows:

- an amount of one thousand nine hundred twenty-three United States dollars (USD 1,923.-) is allocated to the share capital account of the Company; and

- an amount of two million eight hundred eighty-four thousand five hundred United States dollars (USD 2,884,500.-) is allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the contribution in kind is evidenced by inter alia, a certificate issued on the date of this deed by the management of Aliyah s.à r.l. acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate by Aliyah).

The amount allocated to the share premium account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares.

The aggregate amount of two million eight hundred eighty-six thousand four hundred twenty-three United States dollars (USD 2,886,423.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

At this point in time, Markus Hopmann, represented by Ms Sara Lecomte, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, the said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration,

intervenes and declares to subscribe for four thousand eight hundred (4,800) new class B7 Ordinary Shares such shares to be fully paid up by a contribution in kind in the amount of seven million two hundred four thousand eight hundred United States dollars (USD 7,204,800.-).

The contribution to the Company made by Markus Hopmann shall be allocated as follows:

- an amount of four thousand eight hundred United States dollars (USD 4,800.-) is allocated to the share capital account of the Company; and

- an amount of seven million two hundred thousand United States dollars (USD 7,200,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the contribution in kind is evidenced by inter alia, a certificate issued on the date of this deed by Markus Hopmann acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate by Markus Hopmann).

The amount allocated to the share premium account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares.

The aggregate amount of seven million two hundred four thousand eight hundred United States dollars (USD 7,204,800.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

At this point in time, Joachim Creus, represented by Ms Sara Lecomte, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, the said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration,

intervenes and declares to subscribe for five thousand (5,000) new class B8 Ordinary Shares such shares to be fully paid up by a contribution in kind in the amount of seven million five hundred five thousand United States dollars (USD 7,505,000.-).

The contribution to the Company made by Joachim Creus shall be allocated as follows:

- an amount of five thousand United States dollars (USD 5,000.-) is allocated to the share capital account of the Company; and

- an amount of seven million five hundred thousand United States dollars (USD 7,500,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the contribution in kind is evidenced by inter alia, a certificate issued on the date of this deed by Joachim Creus acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate by Joachim Creus, together with the Certificate by Platin, the Certificate by Jorina, the Certificate by FAMP, the Certificate by Aliyah and the Certificate by Markus Hopmann the Certificates). The amount allocated to the share premium account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares.

The aggregate amount of seven million five hundred five thousand United States dollars (USD 7,505,000.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

The aggregate of the contribution in kind is evidenced by the Certificates which, after signature ne varietur by the proxyholders of the Shareholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Third resolution

The Shareholders resolve to amend and restate Article 5.1 of the Articles such that it shall read as follows:

The share capital is set at six million four hundred three thousand eight hundred twenty-eight United States dollars (USD 6,403,828) represented by six million four hundred three thousand eight hundred twenty-eight (6,403,828) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, divided in several classes as follows: five million three hundred forty-two thousand two hundred (5,342,200) class A ordinary shares (the Class A Ordinary Shares), one hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-three (133,333) class B1 ordinary shares (the Class B1 Ordinary Shares), sixty-three thousand two hundred ninety-seven (63,297) class B2 ordinary shares (the Class B2 Ordinary Shares), one hundred twenty thousand (120,000) class BN ordinary shares (the Class BN Ordinary Shares), fifteen thousand (15,000) class B3 ordinary shares (the Class B3 Ordinary Shares), ten thousand (10,000) class B4 ordinary shares (the Class B4 Ordinary Shares), ten thousand (10,000) class B5 ordinary shares (the Class B5 Ordinary Shares), ten thousand (10,000) class B6 ordinary shares (the Class B6 Ordinary Shares), ten thousand (10,000) class B7 ordinary shares (the Class B7 Ordinary Shares), ten thousand (10,000) class B8 ordinary shares (the Class B8 Ordinary Shares), thirteen thousand three hundred thirty-three (13,333) class B9 ordinary shares (the Class B9 Ordinary Shares; the Class B1 Ordinary Shares, the Class B2 Ordinary Shares, the Class BN Ordinary Shares, the Class B3 Ordinary Shares, the Class B4 Ordinary Shares, the Class B5 Ordinary Shares, the Class B6 Ordinary Shares, the Class B7 Ordinary Shares, the Class B8 Ordinary Shares and the Class B9 Ordinary Shares are collectively referred to as the Class B Ordinary Shares; the Class A Ordinary Shares and the Class B Ordinary Shares are collectively referred to as the Ordinary Shares), one hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-three (133,333) special 1 shares (S1 Shares) and five hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-two (533,332) special 2 shares (the S2 Shares, the S1 Shares and the S2 Shares are collectively referred to as the Special Shares). The rights attached to each category of shares are further defined in these Articles. One Class S1 Share and one Class S2 Share together carry the rights of one Ordinary Share subject to the limitations set forth in Articles 17.2, 18.1, 18.2, 20.3 and 20.4.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to amend and restate Article 19.1 of the Articles such that it shall read as follows:

Unless otherwise decided by the shareholders, the Company shall make annual distributions in an amount as determined from time to time by the Shareholders' Committee in its sole discretion. Shares issued but not fully paid in (including a contractually agreed contribution) at the distribution date shall participate in that distribution pursuant to Section 16.5. If and to the extent that these shares are paid in further, or new shares are issued and paid in, after the distribution date but before the end of the then current fiscal year, these shares shall be entitled to a proportionate distribution pursuant to Sections 16.4 to 16.6 for that fiscal year, to be made together with the following year's regular distribution. These distributions shall be made in addition to the distribution on the PPI. To the extent necessary, such distributions shall be made from reserves. Fifth resolution The Shareholders resolve to delete Article 19.2 of the Articles.

Sixth resolution

The Shareholders resolve Article 19.3 to become Article 19.2 and its second and third sentence to be amended and restated such that they shall read as follows:

Tax Distributions shall be made once a year only. To the extent that any tax liability attributable to taxable income allocation becomes due and payable prior to the date of a distribution, the Company shall make an advance payment on the future Tax Distribution to the relevant shareholder (each one: a "TD Advance").

Seventh resolution

The Shareholders resolve to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to (i) register, in the name and on behalf of the Company, the newly issued shares in the register of shareholders of the Company, and (ii) complete any formalities in connection with the Share Capital Increase (including, for the avoidance of doubt, the signing of the said registers).

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand euros (EUR 7,000.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, the proxyholders of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Es Folgt die Deutsche Fassung des Vorangegangenen Textes:

Im Jahr zweitausenddreizehn fand am 20. Dezember

vor Maître Joseph Elvinger, Notar in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

eine außerordentliche Hauptversammlung (die Versammlung) der Gesellschafter der Joh. A. Benckiser s.à r.l. statt, einer privaten Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß einer Urkunde des Notars Maître Elvinger vom 8. November 2011, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 164.586, mit einem Stammkapital von 6.372.772,- USD (die Gesellschaft). Die Satzung der Gesellschaft (die Satzung) wurde erst kürzlich am 4. Oktober 2013 durch eine Urkunde von Maître Elvinger, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 22. November 2011 unter Nummer 2951 geändert.

ES ERSCHIENEN

Parentes Holding SE (vormaliger Firmenname: Joh. A. Benckiser SE), eine Gesellschaft nach österreichischem Recht, mit Gesellschaftssitz in Rooseveltplatz 4-5/Top 10, A-1090 Wien, Österreich, eingetragen beim Handelsgericht Wien unter der Nummer FN 288590 y,

Dr. Renate Reimann-Haas mit Geschäftsadresse in Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A-1090 Wien, Österreich,

HFS s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.525,

Bansk s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.349,

Platin Investments s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.345,

1998 Grat s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.604,

AC Revocable Trust s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.629,

Jorina s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 169.858,

F.A.M.P.A. s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 169.864,

Aliyah s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 169.857,

Markus Hopmann, mit Geschäftsadresse in Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A-1090, Wien, Österreich,

Joachim Creus, mit Geschäftsadresse in 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxemburg,

- jeder einzeln ein „Gesellschafter“ oder gemeinsam die „Gesellschafter“ - . Parentes Holding SE, hier vertreten durch Flora Gibert mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmacht; Dr. Renate Reimann-Haas, HFS s.à r.l., Bansk s.à r.l., 1998 Grat s.à r.l., AC Revocable Trust s.à r.l., Platin Investments s.à r.l., Jorina s.à r.l., F.A.M.P.A. s.à r.l., Aliyah s.à r.l., Markus Hopmann, und Joachim Creus jeweils vertreten durch Ms Sara Lecomte mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmachten.

Besagte Vollmachten, welche von den Stellvertretern, handelnd für die erschienenen Parteien, und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben dargestellt, haben den unterzeichnenden Notar um Inkraftsetzung des Folgenden ersucht:

I. Dass die Gesellschafter alle Geschäftsanteile des Stammkapitals der Gesellschaft halten;

II. Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

1. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von einunddreißigtausendsechshundertfünfzig US-Dollar (31.056,- USD), um das Stammkapital der Gesellschaft von seiner gegenwärtigen Höhe von sechs Millionen dreihundertzweiundsiebzigtausendsiebenhundertzweiundsiebzig (6.372.772,- USD) auf sechs Millionen vierhundertdreitausendachtundachtundzwanzig US-Dollar (6.403.828,-USD) anzuheben, durch Ausgabe von einunddreißigtausendsech-

sundfünfzig (31.056) neuen Geschäftsanteilen im Nennwert von je einem US-Dollar (1,--USD) (die Erhöhung des Stammkapitals);

2. Zeichnung und Einzahlung der im vorstehenden Punkt 1 angegebenen Erhöhung des Stammkapitals durch mehrere Sacheinlagen;

3. Änderung und Neufassung von Artikel 5.1 der Satzung, so dass dieser wie folgt lautet:

Das Stammkapital wird auf sechs Millionen vierhundertdreitausendachthundertachtundzwanzig US-Dollar (6.403.282 USD) festgesetzt, repräsentiert durch sechs Millionen vierhundertdreitausendachthundertachtundzwanzig (6.403.828) Anteile in Form von Namensanteilen im Nennwert von je einem US-Dollar (1,-- USD), unterteilt in mehrere Klassen wie folgt: fünf Millionen dreihundertzweiundvierzigtausendzweihundert (5.342.200) Stammanteile Klasse A (die Stammanteile Klasse A), einhundertdreiunddreißigtausenddreihundertdreunddreißig (133.333) Stammanteile Klasse B1 (die Stammanteile Klasse B1), dreiundsechzigtausendzweihundertsiebenundneunzig (63.297) Stammanteile Klasse B2 (die Stammanteile Klasse B2), einhundertzwanzigtausend (120.000) Stammanteile Klasse BN (die Stammanteile Klasse BN), fünfzehntausend (15.000) Stammanteile Klasse B3 (die Stammanteile Klasse B3), zehntausend (10.000) Stammanteile Klasse B4 (die Stammanteile Klasse B4), zehntausend (10.000) Stammanteile Klasse B5 (die Stammanteile Klasse B5), zehntausend (10.000) Stammanteile Klasse B6 (die Stammanteile Klasse B6), zehntausend (10.000) Stammanteile Klasse B7 (die Stammanteile Klasse B7), zehntausend (10.000) Stammanteile Klasse B8 (die Stammanteile Klasse B8), dreizehntausenddreihundertdreunddreißig (13.333) Stammanteile Klasse B9 (die Stammanteile Klasse B9; die Stammanteile Klasse B1, die Stammanteile Klasse B2, die Stammanteile Klasse BN, die Stammanteile Klasse B3, die Stammanteile Klasse B4, die Stammanteile Klasse B5, die Stammanteile Klasse B6, die Stammanteile Klasse B7, die Stammanteile Klasse B8 und die Stammanteile Klasse B9 werden zusammen als Stammanteile Klasse B bezeichnet; die Stammanteile Klasse A und die Stammanteile Klasse B werden zusammen als die Stammanteile bezeichnet), einhundertdreiunddreißigtausenddreihundertdreunddreißig (133.333) Sonderanteile 1 (Anteile S1) und fünfhundertdreiunddreißigtausenddreihundertzweiunddreißig (533.332) Sonderanteile 2 (die Anteile S2; die Anteile S1 und die Anteile S2 werden zusammen als Sonderanteile bezeichnet). Die mit den einzelnen Anteilkategorien verbundenen Rechte werden in dieser Satzung festgelegt. Ein Anteil Klasse S1 und ein Anteil Klasse S2 gemeinsam haben vorbehaltlich der in Artikel 17.2, 18.1, 18.2, 20.3 und 20.4 aufgeführten Beschränkungen die Rechte eines einzigen Stammanteils.

4. Änderung und Neufassung von Artikel 19.1 der Satzung, so dass dieser wie folgt lautet:

Soweit die Gesellschafter nichts anderes beschließen, hat die Gesellschaft eine jährliche Dividende in derjenigen Höhe, die durch den Gesellschafterausschuss nach dessen alleinigem Ermessen von Zeit zu Zeit festgelegt wird, auszuschütten. Geschäftsanteile, die zum Zeitpunkt der Ausschüttung bereits ausgegeben aber noch nicht voll eingezahlt sind (einschließlich vertraglicher vereinbarter Einlagen), nehmen an der Ausschüttung nach Maßgabe von Artikel 16.5 teil. Wenn und soweit nach dem Zeitpunkt der Ausschüttung, aber vor dem Ende des laufenden Geschäftsjahres, diese Geschäftsanteile weiter eingezahlt werden oder neue Geschäftsanteile ausgegeben und eingezahlt werden, haben diese Geschäftsanteile nach Maßgabe der Artikel 16.4 bis 16.6 Anspruch auf eine anteilige Ausschüttung für das Geschäftsjahr, welche mit der regelmäßigen Ausschüttung des folgenden Geschäftsjahrs zu erfolgen hat. Diese Ausschüttungen sind zusätzlich zur Ausschüttung auf das PPI zu tätigen. Soweit notwendig, sind solche Ausschüttungen aus den Rücklagen zu tätigen.

5. Streichung von Art. 19.2.

6. Art. 19.3 wird zu Art. 19.2, dessen zweiter und dritter Satz geändert und neu gefasst werden, so dass diese wie folgt lauten:

Die steuerbezogene Ausschüttung findet nur einmal im Jahr statt. Soweit die Steuerschuld aus dem zu versteuernden Einkommen vor dem Zeitpunkt einer Ausschüttung fällig und zahlbar wird, leistet die Gesellschaft an den jeweiligen Gesellschafter eine Vorauszahlung auf die zukünftigen steuerbezogenen Ausschüttungen (jeweils: eine „Vorauszahlung auf steuerbezogenen Ausschüttungen“).

7. Änderung des Gesellschafterverzeichnisses der Gesellschaft zur Berücksichtigung der vorstehenden Änderungen, wobei jedem Manager der Gesellschaft die Befugnis und Vollmacht erteilt wird, jeweils einzeln handelnd, (i) für und im Namen der Gesellschaft die neu ausgegebenen Geschäftsanteile in das Gesellschafterverzeichnis der Gesellschaft einzutragen und (ii) alle Formalitäten in Verbindung mit der Erhöhung des Stammkapitals abzuschließen (zur Vermeidung von Unklarheiten wird festgestellt, dass dazu auch die Unterzeichnung der genannten Verzeichnisse gehört;

8. Verschiedenes

III. Dass die Gesellschafter die nachstehenden Beschlüsse gefasst haben.

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von einunddreißigtausendsechshundfünfzig US-Dollar (31.056,-- USD), um das Stammkapital der Gesellschaft von seiner gegenwärtigen Höhe von sechs Millionen dreihundertzweiundsiebzigtausendsiebenhundertzweiundsiebzig (6.372.772,-- USD) auf sechs Millionen vierhundertdreitausendachthundertachtundzwanzig US-Dollar (6.403.828,-- USD) anzuheben, durch Ausgabe von einunddreißigtausendsechshundfünfzig (31.056) neuen Geschäftsanteilen im Nennwert von je einem US-Dollar (1,-- USD) (die Erhöhung des Stammkapitals);

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die Annahme und Eintragung der nachstehenden Zeichnung und vollständigen Einzahlung der Erhöhung des Stammkapitals wie folgt:

Zeichnung - Zahlung

Zu diesem Zeitpunkt interveniert die Platin Investments s.à r.l., vertreten durch Sara Lecomte mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der privatschriftlichen Rechtsanwaltsvollmacht,

besagte Vollmacht, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt,

und erklärt, neuntausenddreihundertdreißig (9.333) neue Stammanteile Klasse B9 durch vierzehn Millionen achttausendachthundertdreißig US-Dollar (USD 14.008.833,-) als Sacheinlage zu zeichnen.

Die von der Platin Investments s.à r.l. geleistete Einlage in die Gesellschaft wird wie folgt zugewiesen:

- ein Betrag von neuntausenddreihundertdreißig US-Dollar (9.333,-USD) wird dem Stammkapitalkonto der Gesellschaft zugewiesen; und

- ein Betrag von dreizehn Millionen neunhundertneunundneunzigtausendfünfhundert US-Dollar (13.999.500,-USD) wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen.

Die Bewertung der Sacheinlage ist nachgewiesen, unter anderem, durch ein auf den Tag dieser notariellen Urkunde datiertes Bestätigungsschreiben der Geschäftsführung der Platin Investments s.à r.l., welches von der Geschäftsführung der Gesellschaft zur Kenntnis genommen und gebilligt wurde (das Bestätigungsschreiben Platin).

Der dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesene Betrag bildet einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus.

Die Gesellschaft kann über den Gesamtbetrag von vierzehn Millionen achttausendachthundertdreißig US-Dollar (14.008.833,- USD) verfügen, ein Nachweis dessen wurde dem unterzeichneten Notar überreicht, der dies ausdrücklich bestätigt.

Zu diesem Zeitpunkt interveniert die Jorina s.à r.l., vertreten durch Sara Lecomte mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der privatschriftlichen Rechtsanwaltsvollmacht,

besagte Vollmacht, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt,

und erklärt, fünftausend (5.000) neue Stammanteile Klasse B4 durch Einzahlung von sieben Millionen fünfhundertfünftausend US-Dollar (7.505.000,- USD) als Sacheinlage zu zeichnen.

Die von der Jorina s.à r.l. geleistete Einlage in die Gesellschaft wird wie folgt zugewiesen:

- ein Betrag von fünftausend US-Dollar (5.000,- USD) wird dem Stammkapitalkonto der Gesellschaft zugewiesen; und

- ein Betrag von sieben Millionen fünfhunderttausend US-Dollar (7.500.000,-USD) wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen.

Die Bewertung der Sacheinlage ist nachgewiesen, unter anderem, durch ein auf den Tag dieser notariellen Urkunde datiertes Bestätigungsschreiben der Geschäftsführung der Jorina s.à r.l., welches von der Geschäftsführung der Gesellschaft zur Kenntnis genommen und gebilligt wurde (das Bestätigungsschreiben Jorina).

Der dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesene Betrag bildet einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus.

Die Gesellschaft kann über den Gesamtbetrag von sieben Millionen fünfhundertfünftausend US-Dollar (7.505.000,- USD) verfügen, ein Nachweis dessen wurde dem unterzeichneten Notar überreicht, der dies ausdrücklich bestätigt.

Zu diesem Zeitpunkt interveniert die F.A.M.P.A. s.à r.l., vertreten durch Sara Lecomte mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der privatschriftlichen Rechtsanwaltsvollmacht,

besagte Vollmacht, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt,

und erklärt, fünftausend (5.000) neue Stammanteile Klasse B5 durch Einzahlung von sieben Millionen fünfhundertfünftausend US-Dollar (7.505.000,- USD) als Sacheinlage zu zeichnen.

Die von F.A.M.P.A. s.à r.l. geleistete Einlage in die Gesellschaft wird wie folgt zugewiesen:

- ein Betrag von fünftausend US-Dollar (5.000,- USD) wird dem Stammkapitalkonto der Gesellschaft zugewiesen; und

- ein Betrag von sieben Millionen fünfhunderttausend US-Dollar (7.500.000,-USD) wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen.

Die Bewertung der Sacheinlage ist nachgewiesen, unter anderem, durch ein auf den Tag dieser notariellen Urkunde datiertes Bestätigungsschreiben der Geschäftsführung der F.A.M.P.A. s.à r.l., welches von der Geschäftsführung der Gesellschaft zur Kenntnis genommen und gebilligt wurde (das Bestätigungsschreiben F.A.M.P.A.).

Der dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesene Betrag bildet einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus.

Die Gesellschaft kann über den Gesamtbetrag von sieben Millionen fünfhundertfünftausend US-Dollar (7.505.000,- USD) verfügen, ein Nachweis dessen wurde dem unterzeichneten Notar überreicht, der dies ausdrücklich bestätigt.

Zu diesem Zeitpunkt interveniert die Aliyah s.à r.l., vertreten durch Sara Lecomte mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der privatschriftlichen Rechtsanwaltsvollmacht,

besagte Vollmacht, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt,

und erklärt, eintausendneunhundertdreißig (1.923) neue Stammanteile Klasse B6 durch zwei Millionen achthundertsechszigtausendvierhundertdreißig US-Dollar (USD 2.886.423,-) als Sacheinlage zu zeichnen.

Die von der Aliyah s.à r.l. geleistete Einlage in die Gesellschaft wird wie folgt zugewiesen:

- ein Betrag von eintausendneunhundertdreißig US-Dollar (1.923,-USD) wird dem Stammkapitalkonto der Gesellschaft zugewiesen; und

- ein Betrag von zwei Millionen achthundertvierundachtzigtausendfünfhundert US-Dollar (2.884.500,- USD) wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen.

Die Bewertung der Sacheinlage ist nachgewiesen, unter anderem, durch ein auf den Tag dieser notariellen Urkunde datiertes Bestätigungsschreiben der Geschäftsführung der Aliyah s.à r.l., welches von der Geschäftsführung der Gesellschaft zur Kenntnis genommen und gebilligt wurde (das Bestätigungsschreiben Aliyah).

Der dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesene Betrag bildet einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus.

Die Gesellschaft kann über den Gesamtbetrag von zwei Millionen achthundertsechszigtausendvierhundertdreißig US-Dollar (2.886.423,- USD) verfügen, ein Nachweis dessen wurde dem unterzeichneten Notar überreicht, der dies ausdrücklich bestätigt.

Zu diesem Zeitpunkt interveniert Markus Hopmann, vertreten durch Sara Lecomte mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der privatschriftlichen Rechtsanwaltsvollmacht,

besagte Vollmacht, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt,

und erklärt, viertausendachthundert (4.800) neue Stammanteile Klasse B7 durch sieben Millionen zweihundertviertausendachthundert US-Dollar (USD 7.204.800,-) als Sacheinlage zu zeichnen.

Die von Markus Hopmann geleistete Einlage in die Gesellschaft wird wie folgt zugewiesen:

- ein Betrag von viertausendachthundert US-Dollar (4.800,- USD) wird dem Stammkapitalkonto der Gesellschaft zugewiesen; und

- ein Betrag von sieben Millionen zweihunderttausend US-Dollar (7.200.000,- USD) wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen.

Die Bewertung der Sacheinlage ist nachgewiesen, unter anderem, durch ein auf den Tag dieser notariellen Urkunde datiertes Bestätigungsschreiben von Markus Hopmann, welches von der Geschäftsführung der Gesellschaft zur Kenntnis genommen und gebilligt wurde (das Bestätigungsschreiben Markus Hopmann).

Der dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesene Betrag bildet einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus.

Die Gesellschaft kann über den Gesamtbetrag von sieben Millionen zweihundertviertausendachthundert US-Dollar (7.204.800,- USD) verfügen, ein Nachweis dessen wurde dem unterzeichneten Notar überreicht, der dies ausdrücklich bestätigt.

Zu diesem Zeitpunkt interveniert Joachim Creus, vertreten durch Sara Lecomte mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der privatschriftlichen Rechtsanwaltsvollmacht,

besagte Vollmacht, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt,

und erklärt, fünftausend (5.000) neue Stammanteile Klasse B8 durch sieben Millionen fünfhundertfünftausend US-Dollar (USD 7.505.000,-) als Sacheinlage zu zeichnen.

Die von Joachim Creus geleistete Einlage in die Gesellschaft wird wie folgt zugewiesen:

- ein Betrag von fünftausend US-Dollar (5.000,- USD) wird dem Stammkapitalkonto der Gesellschaft zugewiesen; und

- ein Betrag von sieben Millionen fünfhunderttausend US-Dollar (7.500.000,-USD) wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen.

Die Bewertung der Sacheinlage ist nachgewiesen, unter anderem, durch ein auf den Tag dieser notariellen Urkunde datiertes Bestätigungsschreiben von Joachim Creus, welches von der Geschäftsführung der Gesellschaft zur Kenntnis genommen und gebilligt wurde (das Bestätigungsschreiben Joachim Creus), zusammen mit dem Bestätigungsschreiben Platin, dem Bestätigungsschreiben Jorina, dem Bestätigungsschreiben FAMPa, dem Bestätigungsschreiben Aliyah und dem Bestätigungsschreiben Markus Hopmann: die Bestätigungsschreiben).

Der dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesene Betrag bildet einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus.

Die Gesellschaft kann über den Gesamtbetrag von sieben Millionen fünfhundertfünftausend US-Dollar (7.505.000,- USD) verfügen, ein Nachweis dessen wurde dem unterzeichneten Notar überreicht, der dies ausdrücklich bestätigt.

Die gesamte Sacheinlage ist ausgewiesen durch die Bestätigungsschreiben die, nachdem sie von den Vertretern der Gesellschafter und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurden, der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt werden.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, dass Artikel 5.1 der Satzung geändert und neu gefasst wird, so dass er wie folgt lautet:

Das Stammkapital wird auf sechs Millionen vierhundertdreitausendachthundertachtundzwanzig US-Dollar (6.403.828 USD) festgesetzt, repräsentiert durch sechs Millionen vierhundertdreitausendachthundertachtundzwanzig (6.403.828) Anteile in Form von Namensanteilen im Nennwert von je einem US-Dollar (1,-- USD), unterteilt in mehrere Klassen wie folgt: fünf Millionen dreihundertzweiundvierzigtausendzweihundert (5.342.200) Stammanteile Klasse A (die Stammanteile Klasse A), einhundertdreiunddreißigtausenddreihundertdreißig (133.333) Stammanteile Klasse B1 (die Stammanteile Klasse B1), dreiundsechzigtausendzweihundertsiebenundneunzig (63.297) Stammanteile Klasse B2 (die Stammanteile Klasse B2), einhundertzwanzigtausend (120.000) Stammanteile Klasse BN (die Stammanteile Klasse BN), fünfzehntausend (15.000) Stammanteile Klasse B3 (die Stammanteile Klasse B3), zehntausend (10.000) Stammanteile Klasse B4 (die Stammanteile Klasse B4), zehntausend (10.000) Stammanteile Klasse B5 (die Stammanteile Klasse B5), zehntausend (10.000) Stammanteile Klasse B6 (die Stammanteile Klasse B6), zehntausend (10.000) Stammanteile Klasse B7 (die Stammanteile Klasse B7), zehntausend (10.000) Stammanteile Klasse B8 (die Stammanteile Klasse B8), dreizehntausenddreihundertdreißig (13.333) Stammanteile Klasse B9 (die Stammanteile Klasse B9; die Stammanteile Klasse B1, die Stammanteile Klasse B2, die Stammanteile Klasse BN, die Stammanteile Klasse B3, die Stammanteile Klasse B4, die Stammanteile Klasse B5, die Stammanteile Klasse B6, die Stammanteile Klasse B7, die Stammanteile Klasse B8 und die Stammanteile Klasse B9 werden zusammen als Stammanteile Klasse B bezeichnet; die Stammanteile Klasse A und die Stammanteile Klasse B werden zusammen als die Stammanteile bezeichnet), einhundertdreiunddreißigtausenddreihundertdreißig (133.333) Sonderanteile 1 (Anteile S1) und fünfhundertdreiunddreißigtausenddreihundertzweiunddreißig (533.332) Sonderanteile 2 (die Anteile S2; die Anteile S1 und die Anteile S2 werden zusammen als Sonderanteile bezeichnet). Die mit den einzelnen Anteilkategorien verbundenen Rechte werden in dieser Satzung festgelegt. Ein Anteil Klasse S1 und ein Anteil Klasse S2 gemeinsam haben vorbehaltlich der in Artikel 17.2, 18.1, 18.2, 20.3 und 20.4 aufgeführten Beschränkungen die Rechte eines einzigen Stammanteils.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, dass Artikel 19.1 der Satzung geändert und neu gefasst wird, so dass er wie folgt lautet:

Soweit die Gesellschafter nichts anderes beschließen, hat die Gesellschaft eine jährliche Dividende in derjenigen Höhe, die durch den Gesellschafterausschuss nach dessen alleinigem Ermessen von Zeit zu Zeit festgelegt wird, auszuschütten. Geschäftsanteile, die zum Zeitpunkt der Ausschüttung bereits ausgegeben aber noch nicht voll eingezahlt sind (einschließlich vertraglicher vereinbarter Einlagen), nehmen an der Ausschüttung nach Maßgabe von Artikel 16.5 teil. Wenn und soweit nach dem Zeitpunkt der Ausschüttung, aber vor dem Ende des laufenden Geschäftsjahres, diese Geschäftsanteile weiter eingezahlt werden oder neue Geschäftsanteile ausgegeben und eingezahlt werden, haben diese Geschäftsanteile nach Maßgabe der Artikel 16.4 bis 16.6 Anspruch auf eine anteilige Ausschüttung für das Geschäftsjahr, welche mit der regelmäßigen Ausschüttung des folgenden Geschäftsjahres zu erfolgen hat. Diese Ausschüttungen sind zusätzlich zur Ausschüttung auf das PPI zu tätigen. Soweit notwendig, sind solche Ausschüttungen aus den Rücklagen zu tätigen.

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, Artikel 19.2 der Satzung aufzuheben.

Sechster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, dass Artikel 19.3. zu Artikel 19.2 und seinen zweiten und dritten Satz zu ändern und neuzufassen, so dass sie wie folgt lauten:

Die steuerbezogene Ausschüttung findet nur einmal im Jahr statt. Soweit die Steuerschuld aus dem zu versteuernden Einkommen vor dem Zeitpunkt einer Ausschüttung fällig und zahlbar wird, leistet die Gesellschaft an den jeweiligen Gesellschafter eine Vorauszahlung auf die zukünftigen steuerbezogenen Ausschüttungen (jeweils: eine „Vorauszahlung auf steuerbezogenen Ausschüttungen“).

Siebter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen eine Änderung des Gesellschafterverzeichnisses der Gesellschaft zur Berücksichtigung der vorstehenden Änderungen, wobei jedem Geschäftsführer der Gesellschaft die Befugnis und Vollmacht erteilt wird, jeweils einzeln handelnd, (i) für und im Namen der Gesellschaft die neu ausgegebenen Anteile in das Gesellschafterverzeichnis der Gesellschaft einzutragen und (ii) alle Formalitäten in Verbindung mit der Erhöhung des Stammkapitals (zur Vermeidung von Unklarheiten wird festgestellt, dass dazu auch die Unterzeichnung der genannten Verzeichnisse gehört).

Veranschlagung der Kosten

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Abgaben gleich welcher Art, die von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf ca. siebentausend Euro (7.000,-- EUR) veranschlagt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der des Englischen aktiv und passiv mächtig ist, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Parteien in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Wunsch

derselben erschienenen Parteien ist bei Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Wortlaut die englische Fassung maßgebend.

Urkundlich dessen wird die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg an dem eingangs angegebenen Datum erteilt.

Nachdem das Dokument den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen worden war, unterzeichneten die Bevollmächtigten der erschienenen Parteien gemeinsam mit mir, dem Notar, die vorliegende Originalurkunde.

Signé: F. GIBERT, S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 23 décembre 2013. Relation: LAC/2013/59237. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014008492/573.

(140008573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Scaprim Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 183.140.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of November.

Before us Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1. TwentyTwo Capital Lux, a public limited liability company (société anonyme), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 172.670,

duly represented by Maître Victorien HÉMERY, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 21 November 2013;

2. Mr Charles Christophe Kuhbier, born in Neuilly-sur-Seine (France) on 4 April 1977, residing at 27A Barclay Road, SW6 1EJ, London, United Kingdom,

duly represented by Maître Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 21 November 2013.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Definitions - Name - Purpose - Duration - Registered office

Definitions.

1. As used in the present Articles, the terms defined below have the following respective meanings:

"A Manager"	means any A manager of the Company.
"A Shareholder"	means any holder of A Shares.
"A Share"	means any A share issued from time to time by the Company.
"Affiliate"	means, when used with reference to a specified Person, any Person Controlling, directly or indirectly such Person, any Person which such Person, directly or indirectly Controls, or any Person which are under the Control, directly or indirectly, of the same Person which Controls, directly or indirectly such Person.
"Allocation Notice"	has the meaning ascribed to it in article 9.4.
"Articles"	means the articles of association of the Company.
"B Manager"	means any B manager of the Company.
"B Share"	means any B share issued from time to time by the Company.
"B Shareholder"	means any holder of B Shares.
"Beneficiaries of the Pre-emption Right"	has the meaning ascribed to it in article 9.1.
"Board"	means the board of managers of the Company.
"Business Day"	means any day other than a Saturday, Sunday or legal holiday or other day on which commercial banks in either of, Paris, London and Luxembourg are required to close.
"Company"	has the meaning ascribed to it in article 2.

"Control"	means with respect to a Person (i) direct or indirect ownership of 50% or more of the voting securities of such Person, (ii) the right to appoint, or cause the appointment of, fifty per cent (50%) or more of the members of the board of directors (or similar governing body) of such Person, (iii) the right to manage, or direct the management of, on a discretionary basis the assets of such Person, and, for avoidance of doubt, a general partner is deemed to Control a limited partnership (and the terms "Controlling" and "Controlled" shall have meanings correlative to the foregoing).
"Drag-Along Sale"	has the meaning ascribed to it in article 11.1.
"Drag-Along Notice"	has the meaning ascribed to it in article 11.1.
"Dragged Shareholder"	has the meaning ascribed to it in article 11.1.
"Entity"	shall mean a company, partnership, limited partnership, joint venture, consortium, fonds commun de placement à risques or any equivalent or similar entity in any legal systems, fund, association, trust or unincorporated organization, or a government or any agency or political subdivision thereof, or any other entity or organization;
"Exercise Period"	has the meaning ascribed to it in article 9.2.
"Law"	means the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.
"Managers"	means any A Manager, B Manager or any other manager of the Company.
"Person"	means any individual or corporate body, government body or any legal entity whatsoever.
"Proposed Sale"	has the meaning ascribed to it in article 10.1.
"Share"	means any A Share and B Share of the Company.
"Shareholder"	means any shareholder of the Company.
"Shareholders Agreement"	any agreement which may be entered into among Shareholders from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.
"Tag-Along Notice"	has the meaning ascribed to it in article 10.2.
"Third Party"	means any Person who is not a Shareholder, an Affiliate of any Shareholder, a Party, or any Entity having any direct or indirect capital relationship with any of the foregoing.
"Transfer"	means, when used with respect to any Shares, any transaction, whether voluntary or involuntary or by operation of law, resulting in a transfer of the ownership, beneficial ownership, usufruct, or any rights of such Shares (including any voting or dividend rights), by any means whatsoever (including, without limitation, gifts, death, inheritance, partial contributions of assets, mergers, splits, sales, assignments, pledges or any other form of transfer, conveyance or disposition of any legal or beneficial interest in such Shares, as well as any combination of such methods of transfer of ownership). For the purposes hereof, the related terms "Transferor" shall mean any Person Transferring a Share, and "Transferee" shall mean any Person to which a Share is Transferred.
"Transfer Notice"	has the meaning ascribed to it in article 9.1.
"TTCL"	TwentyTwo Capital Lux, a public limited liability company (société anonyme), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 172.670.

Name - Legal Form.

2. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name "Scaprim Lux" (hereinafter the "Company") which shall be governed by the Law, the Articles and the Shareholders Agreement.

Purpose.

3.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

3.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

3.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

3.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Duration.

4.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

4.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of the Articles.

Registered office.

5.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

5.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the Board. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of the Articles.

5.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board.

5.4 In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Share Capital.

6.1 The Company's share capital is set at seventy five thousand six hundred and thirty euro (EUR 75,630.-), represented by:

- (i) seventy four eight hundred and eighty (74,880) class A shares (the "A Shares");
- (ii) seven hundred and fifty (750) class B shares (the "B Shares" and together with the A Shares the "Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

6.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of the Articles.

6.3 The Company may redeem its own Shares.

Shares.

7.1 The Company's share capital is divided into two (2) classes of Shares, each of them having the same nominal value.

7.2 Unless otherwise provided for in the Articles or the Shareholders Agreement, the holders of Shares shall be entitled to distributions made by the Company pro rata to the number of Shares they hold in the Company.

7.3 The Shares of the Company are in registered form.

7.4 The Company may have one or several Shareholders, with a maximum of forty (40) Shareholders.

7.5 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the Shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Register of Shares - Transfer of Shares.

8.1 A register of Shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any Shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant Shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until such representative has been appointed.

8.3 Except as otherwise required by the Law or the Articles, (i) B Shares may not be transferred as from the incorporation of the Company unless such Transfer is approved by the holders of A Shares pursuant to a resolution adopted at a general meeting of Shareholders duly convened and, (ii) B Shares may not be pledged by the Shareholders.

8.4 A Shares are freely transferable to any Affiliate of the Shareholders, in accordance with the provisions of the Law.

8.5 Notwithstanding the provisions of article 8.3 above, B Shares are freely transferable in case of a Transfer made pursuant to articles 10 and 11 below, in accordance with the provisions of the Law.

8.6 Any Transfer of Shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the Transfer to, or upon the acceptance of the Transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

8.7 In the event of death, the B Shares of the deceased B Shareholder may only be transferred to new Shareholders subject to the approval of such Transfer given by the A Shareholders pursuant to a resolution adopted at a general meeting of Shareholders duly convened. Such approval is, however, not required in case the B Shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased B Shareholder.

Pre-emption Right.

9.1 Except in the cases of Transfers pursuant to articles 10 and 11 below, any Class B Shareholder intending to Transfer all or part of its B Shares (hereafter "Transferor") grants the Class A Shareholders (the "Beneficiaries of the Pre-emption

Right") the right to pre-empt all (and not part) of the B Shares which are the subject of the Transfer. The Transferor shall notify the Beneficiaries of the Pre-emption Right, in writing, of such envisaged Transfer and its terms and conditions, including the identity of the envisaged Third Party Transferee (which shall specify the identity of any Entity or Entities having jointly or individually, directly or indirectly, the Control of such envisaged Third Party Transferee), the proposed purchase price, the material terms of the sale including any representations, warranties and indemnities, and information reasonably necessary to determine the suitability of the Third Party Transferee for anti-money laundering compliance purposes (the "Transfer Notice").

9.2 Each Beneficiary of the Pre-emption Right intending to exercise its pre-emption right pursuant to article 9.1 above shall notify Transferor within ninety (90) Business Days from the receipt of a Transfer Notice (the "Exercise Period").

9.3 If the pre-emption requests exceed the number of transferred Shares, they shall be reduced in proportion to the number of Shares already held by the Beneficiary of the Pre-emption Right that issued the request, as compared to the total number of Shares already held by all of the Beneficiaries of the Pre-emption Right that exercised their right, provided that such allocation of Shares may allow but shall not oblige any Beneficiary of the Pre-emption Rights to purchase a number of Shares that exceeds its initial request. If any, the fractional transferred Shares shall be allocated to the highest remainder.

9.4 The allocation of the transferred Shares among the Beneficiaries of the Pre-emption Right that made pre-emption requests shall be notified jointly by the Transferor and the Company to the Beneficiaries of the Pre-emption Right within fifteen (15) Business Days from the expiry the Exercise Period (the "Allocation Notice").

9.5 The Allocation Notice shall include as a schedule copies of all the Pre-emption Notices received by the Transferor and the Company.

9.6 In the event that all transferred Shares are pre-empted, the Beneficiaries of the Pre-emption Right that made pre-emption requests shall purchase the transferred Shares and pay the Transferor the price offered by the Third Party Transferee indicated in the Transfer Notice by the Transferor within a period of fifteen (15) Business Days following receipt of the Allocation Notice.

9.7 In the event that the pre-emption requests are less than the number of Transferred Shares, the Transferor shall be free to accept the pre-emption requests despite the shortfall or to Transfer the transferred Shares pursuant to the provisions of article 9.9 below. In the second instance however, the Transferor must, within the period of fifteen (15) Business Days referred to in article 9.4 above, inform the Beneficiaries of the Pre-emption Right of the shortfall of their preemption requests and of its decision not to accept the pre-emption requests.

9.8 In the event that the Transferor accepts the pre-emption requests despite the shortfall, the Transferor shall indicate in the Allocation Notice the number of Shares that are not pre-empted together with the allocation of the Transferred Shares (pursuant to article 9.3 above) among the Beneficiaries of the Pre-emption Right that exercised their right. The Beneficiaries of the Pre-emption Right shall purchase the relevant number of Transferred Shares and pay the Transferor the price determined pursuant to article 9.6 above within a period of fifteen (15) Business Days following receipt of the Allocation Notice. The Transferor shall be free to Transfer the Shares that are not pre-empted pursuant to article 9.9 below.

9.9 In the event that the Beneficiaries of the Pre-emption Right do not exercise their pre-emption right or in the situation referred to in article 9.7 above, the Transferor may Transfer all, but not part, of the transferred Shares within a period of ninety (90) Business Days from the end of the Exercise Period.

9.10 The terms and conditions of this Transfer, particularly with respect to the price, must be the same as those described in the Transfer Notice, otherwise a new pre-emption right procedure will commence, applicable to the Transfer contemplated by the Transferor.

Tag-along rights.

10.1 Without prejudice to the provisions of the Shareholders Agreement, in the event that TTCL commits to Transfer part or all of its A Shares which would result in TTCL holding less than fifty per cent (50%) of the Shares of the Company and for any Transfer thereafter to a Third Party Transferee (and only to the extent the Transferee is a Third Party), it shall notify the other Shareholders, in writing, of such envisaged Transfer and its terms and conditions, including the identity of the envisaged Third Party Transferee (which shall specify the identity of any Entity or Entities having jointly or individually, directly or indirectly, the Control of such envisaged Third Party Transferee), the proposed purchase price, the material terms of the sale including any representations, warranties and indemnities, and information reasonably necessary to determine the suitability of the Third Party Transferee for anti-money laundering compliance purposes (the "Proposed Sale"). Each Shareholder shall be offered to participate to the Proposed Sale proportionally to the number of Shares to be transferred by TTCL.

10.2 Within ten (10) days of the date of such notice, if any other Shareholder wishes to participate in the Proposed Sale, it shall so notify TTCL in writing (the "Tag-Along Notice"). If the Tag-Along Notice is not made within this time period, such Shareholder shall be deemed to have declined to participate in the Proposed Sale.

10.3 Upon receipt of a Tag-Along Notice in accordance with the preceding paragraph and subject to the effective completion of the Proposed Sale by TTCL, the Shareholder having sent a Tag-Along Notice shall be entitled to Transfer

its Share(s) to the concerned Third Party Transferee, at the same price and on the same terms and conditions as those provided for in the Proposed Sale.

10.4 Each Shareholder exercising its tag-along right shall:

(i) grant the representations, warranties and indemnities which TTCL is granting, provided that the liability of each Shareholder shall be several and such liability shall be limited to the percentage corresponding pro rata to its shareholding in the Company (and each Shareholder shall benefit from all other limitations of liability granted to TTCL under any Transfer documentation in connection with the Proposed Sale);

(ii) pay its share of the external costs incurred in connection with the Proposed Sale, pro rata its shareholding transferred pursuant to the Proposed Sale; and

(iii) Transfer its Share(s) to the Third Party Transferee at the same time as TTCL.

10.5 If the Proposed Sale is not completed within three (3) months of the Tag-Along Notice in compliance with this article the Proposed Sale can no longer be completed (unless it is expressly otherwise agreed with the Shareholders having sent a Tag Notice) and the restrictions provided herein shall be applicable as if it was a new contemplated Transfer.

10.6 For the avoidance of doubt, TTCL shall not be entitled to transfer its Share(s) to the Third Party Transferee unless the Third Party Transferee purchases on the same conditions and pursuant to this article, the Share(s) of the Shareholder having sent a Tag-Along Notice according to article 10.2 above. To the extent that TTCL breaches this obligation, such Transfer shall be void.

10.7 The provision of this article shall not apply where a Shareholder has validly exercised its drag along rights pursuant to article 11 below.

10.8 Any Transfer realized pursuant to this article which results in a transfer of Shares must be made in compliance with article 8 of the present Articles.

Drag-along rights.

11.1 Without prejudice to the provisions of article 10 above and the provisions of the Shareholders Agreement, in the event that TTCL has entered into an agreement for the Transfer of part or all of its Shares which would result in TTCL holding less than fifty per cent (50%) of the Company and for any Transfer thereafter with a Third Party Transferee (and only to the extent the Transferee is a Third Party) setting out the terms of the transaction (the "Drag-Along Sale") under conditions such that:

(i) TTCL has agreed to Transfer part or all of its A Shares to the Third Party Transferee, and the Third Party Transferee has agreed to purchase such Shares, and, to the extent the conditions set out in this article are fulfilled, all the Share(s) of the other Shareholder (the "Dragged Shareholder") or part of those Share(s) proportionally to the number of Shares to be transferred by TTCL;

(ii) the consideration to be received by the Dragged Shareholder is in cash and immediately available funds up to at least one hundred per cent (100%) of the total consideration, except for any funds which may be placed in escrow temporarily to cover for any indemnity as may be agreed pursuant to the terms of the Drag-Along Sale; and

(iii) the Dragged Shareholder is not required to grant any representations and warranties or guarantees other than (a) customary representations and warranties relating to corporate power and capacity, absence of insolvency proceedings, and ownership of its Share(s), and (b) any indemnity as may be agreed pursuant to the terms of the Drag-Along Sale pursuant to paragraph (ii) above.

11.2 TTCL shall have the right to require the other Shareholders to participate in such Drag-Along Sale under the conditions set forth in this article either for all their Share(s) or at the option of TTCL for part of their Share(s) proportionally to the number of Shares to be transferred by TTCL. For such purpose, TTCL shall notify the Dragged Shareholder, in writing, (the "Drag-Along Notice") of such envisaged Transfer and its terms and conditions, including the identity of the envisaged Third Party Transferee (which shall specify the identity of any Entity or Entities having jointly or individually, directly or indirectly, the Control of such envisaged Third Party Transferee), the proposed purchase price, the terms and conditions of the sale, the proposed purchase agreement, the number of A Shares concerned, the price per A Share, information reasonably necessary to determine the suitability of the Third Party Transferee for anti-money laundering compliance purposes.

11.3 In the event of a Drag-Along Sale, the Shareholders hereby agree and undertake, to the extent they are the Dragged Shareholder to Transfer all their Share(s), or part of those Share(s) proportionally to the number of Shares to be transferred by TTCL, to the Third Party Transferee under the Drag-Along Sale at the request of TTCL and on the same terms and conditions as those provided for in the Drag-Along Sale, or more favourable terms and conditions offered by TTCL and the Third Party Transferee. In case of default of a Dragged Shareholder to Transfer its Share(s), the right to distribution of such Share(s) shall be suspended until their Transfer.

11.4 In the event of an implementation of the terms and conditions of this article, the Dragged Shareholder undertakes to proceed with all necessary actions and formalities to allow the Transfer of its Share(s) under the Drag-Along Sale.

11.5 The Dragged Shareholder shall have no obligation to Transfer its Share(s) to the Third Party Transferee under the Drag-Along Sale unless TTCL completes the Drag-Along Sale within three (3) months of the Drag-Along Notice (unless it is otherwise expressly agreed with the Dragged Shareholder). If the Drag-Along Sale is not completed within three (3) months of the Drag-Along Notice in compliance with this article, the Drag-Along Sale may no longer be com-

pleted (unless it is otherwise expressly agreed with Dragged Shareholder) without the procedure set out above again being complied with.

11.6 Any Transfer realized pursuant to this article which results in a transfer of Shares must be made in compliance with article 8 of the present Articles.

C. Decisions of the Shareholders

Collective decisions of the Shareholders.

12.1 The general meeting of Shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by the Articles.

12.2 Each Shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of Shares which he owns.

12.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) Shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of Shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each Shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

12.4 In the case of a sole Shareholder, such Shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of Shareholders under the provisions of section XII of the Law and by the Articles. In such case, any reference made herein to the "general meeting of Shareholders" shall be construed as a reference to the sole Shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of Shareholders shall be exercised by the sole Shareholder.

General meetings of Shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, at least one general meeting of Shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Quorum and vote.

14.1 Each Shareholder is entitled to as many votes as he holds Shares.

14.2 Save for a higher majority provided in the Articles or by law, collective decisions of the Company's Shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by Shareholders holding more than half of the share capital.

Change of nationality. The Shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Amendments of the articles of association.

16.1 Unless otherwise provided, any amendment of the Articles requires the approval of (i) a majority of Shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

16.2 Notwithstanding the foregoing, the Shareholders undertake not to approve any amendment of article 7.2 above which would have any negative impact on any of the Shareholders.

D. Management

Powers of the sole Manager - Composition and powers of the Board.

17.1 The Company shall be managed by a Board composed of one (1) A Manager and two (2) B Managers.

17.2 If the Company is managed by one Manager, to the extent applicable and where the term "sole Manager" is not expressly mentioned in the Articles, a reference to the "Board" used in the Articles is to be construed as a reference to the "sole Manager".

17.3 The Board is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders.

Appointment, removal and term of office of Managers.

18.1 The Manager(s) shall be appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

18.2 The Managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the Shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Vacancy in the office of a Manager.

19.1 In the event of a vacancy in the office of a Manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced Manager by the remaining Managers until the next meeting of Shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

19.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole Manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of Shareholders.

Convening meetings of the Board.

20.1 The Board shall meet upon call by any Manager. The meetings of the Board shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

20.2 Written notice of any meeting of the Board must be given to Managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each Manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board which has been communicated to all Managers.

20.3 No prior notice shall be required in case all Managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the Board.

Conduct of meetings of the Board.

21.1 The Board may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board.

21.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the Board. In his absence, the Board may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority of Managers present or represented at any such meeting.

21.3 Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing another Manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A Manager may represent one or more but not all of the other Managers.

21.4 Meetings of the Board may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.5 The Board may deliberate or act validly only if at least a majority of the Managers are present or represented at a meeting of the Board.

21.6 In case of plurality of Managers, decisions shall be taken by a majority vote of the Managers present or represented at such meeting and comprising the positive vote of at least one (1) A Manager and one (1) B Manager. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

21.7 The Board may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each Manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Minutes of the meeting of the Board; Minutes of the decisions of the sole Manager.

22.1 The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by one (1) A Manager and one (1) B Manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by one (1) A Manager and one (1) B Manager.

22.2 Decisions of the sole Manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole Manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole Manager.

Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole Manager, or, if the Company has several Managers, by the joint signature of one (1) A Manager and one (1) B Manager, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the Board within the limits of such delegation.

E. Audit and Supervision

Auditor(s).

24.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of Shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

24.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of Shareholders.

24.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

24.4 If the Shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (reviseur(s) d'entreprises agree (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

24.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of Shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Annual accounts and allocation of profits.

26.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

26.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

26.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a Shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing Shareholder agrees to such allocation.

26.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

26.5 Upon recommendation of the Board, the general meeting of Shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and the Articles.

26.6 Unless otherwise provided for in the Articles or a Shareholders Agreement, distributions shall be made to the Shareholders pro rata the number of Shares they hold in the Company in accordance with article 7.2 above.

Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

27.1 The Board may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the Board showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or the Articles do not allow to be distributed.

27.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the Shareholders subject to the provisions of the Law and the Articles.

G. Liquidation

Liquidation.

28.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 4.2 of the Articles, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of Shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

28.2 Unless otherwise provided for in the Articles or a Shareholders Agreement, the surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the Shareholders in accordance with article 7.2.

H. Final clause - Governing law

Governing law. All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31st December 2014; and

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The Shares issued have been subscribed as follows:

3. TwentyTwo Capital Lux, above mentioned, subscribed for seventy four thousand eight hundred and eighty (74.880) A Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each by way of (i) a contribution in cash of an aggregate amount of one million six hundred ninety thousand euro (EUR 1,690,000.-) (ii) a contribution in kind consisting of sixty one million three hundred seventy-four thousand and seventy (61,374,070) shares of Financière Scaprim, a French société par actions simplifiée, incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 23 rue d'Artois, 75008 Paris, France and registered with the Paris trade and companies register under number 499 649 861 00022 held by TwentyTwo Capital Lux (the "FS Shares") in accordance with the terms of a contribution agreement entered into on 21 November 2013 between the Company in formation and TwentyTwo Capital Lux in the presence of Financière Scaprim and representing an aggregate value of four million six hundred and twenty-one thousand euro (EUR 4,621,000.-) pursuant to the valuation certificate executed by the Company in formation and TwentyTwo Capital Lux, and (iii) a contribution in kind consisting of six hundred and fifty (650) shares of Scaprim, a French société par actions simplifiée à associé unique, incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 23 rue d'Artois, 75008 Paris, France and registered with the Paris trade and companies register under number 491 084 612, held by TwentyTwo Capital Lux

(the "Scaprim Shares") in accordance with the terms of a contribution agreement entered into on 21 November 2013 between the Company in formation and TwentyTwo Capital Lux in the presence of Scaprim and representing an aggregate value of one million one hundred seventy seven thousand euro (EUR 1,177,000.-) pursuant to the valuation certificate executed by the Company in formation and TwentyTwo Capital Lux, of which an amount of seventy four thousand eight hundred and eighty euro (EUR 74,880.-) is to be allocated to the share capital of the Company and an amount of seven million four hundred thirteen thousand one hundred and twenty euro (EUR 7,413,120.-) is to be allocated to the share premium reserve of the Company; and

The existence, the value and the free transferability of all of the FS Shares and the Scaprim Shares have been evidenced to the undersigned notary by the valuation certificate executed by the Company in formation and TwentyTwo Capital Lux and by the free transferability certificate executed by TwentyTwo Capital Lux.

4. Mr Charles Christophe Kuhbier, above mentioned, subscribed for seven hundred and fifty (750) B Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each by way of a contribution in cash of an aggregate amount of seventy five thousand euro (EUR 75,000.-) of which an amount of seven hundred and fifty euro (EUR 750.-) is to be allocated to the share capital of the Company and an amount of seventy four thousand two hundred and fifty euro (EUR 74,250.-) is to be allocated to the share premium reserve of the Company.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contributions in cash have been produced to the undersigned notary.

The Shares so subscribed have been fully paid up and the amount of the above contributions is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately four thousand three hundred Euro (EUR 4,300.-).

Resolutions of the Shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
2. The following persons are appointed as Managers of the Company for an unlimited term:
 - Mr Daniel Rigny, born in Woippy (France) on 20 September 1969, residing at 43 West Heath Drive; NW11 7QG, London, United Kingdom, as A Manager,
 - Mr Philippe Stock, born in Gosselies-Charleroi (Belgium) on 10 September 1960, residing professionally at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as B Manager; and
 - Ms Nadia Uwimana, born in Nyarugenge-Kigali (Rwanda) on 15 August 1980, residing at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as B Manager.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-cinquième jour du mois de novembre.

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) TwentyTwo Capital Lux, une société anonyme constituée et existant selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.670,

dûment représentée par Maître Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 21 novembre 2013;

2) Monsieur Charles Christophe Kuhbier, né à Neuilly-sur-Seine (France), le 4 avril 1977, résidant au 27A Barclay Road, SW6 1EJ, Londres, Royaume-Uni,

dûment représentée par Maître Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les comparants ont demandé au notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société anonyme qu'ils souhaitent constituer avec les statuts suivants:

A. Définitions - Nom - Objet - Durée - Siège social

Définitions.

1. Les termes utilisés dans les Statuts et définis ci-dessous auront respectivement le sens suivant:

«Affilié»	Désigne, relativement à une Personne, une Personne contrôlant directement ou indirectement cette Personne, une Personne que cette Personne contrôle directement ou indirectement, ou une Personne qui est directement ou indirectement sous le contrôle de la même Personne qui contrôle cette Personne.
«Associé»	Désigne tout Associé de la Société.
«Associé de Catégorie A»	Désigne tout détenteur de Parts A.
«Associé de Catégorie B»	Désigne tout détenteur de Parts B.
«Associé Entraîné»	A la signification qui lui est attribuée à l'article 11.1 des Statuts.
«Bénéficiaires du Droit de Prémption»	A la signification qui lui est attribuée à l'article 9.1 des Statuts.
«Cession»	Désigne, lorsqu'il est employé en rapport avec un quelconque Part, toute transaction volontaire ou involontaire ou de plein droit par l'effet de la loi, résultant en un transfert de la propriété, la propriété effective, l'usufruit, ou tout droit sur le Part en question (y compris les droits de votes ou les droits aux dividendes) par un quelconque moyen (y compris, notamment, dons, décès, héritages, apports partiels d'actif, fusions, scissions, transferts, cessions, nantissements ou toute autre forme de cession, transfert de propriété, ou disposition d'un quelconque intérêt légal ou effectif sur ledit Part, ainsi qu'une combinaison de telles méthodes de cession de propriété). Pour les besoins des Statuts, «Cédant» désignera toute Personne Cédant une Part, et «Cessionnaire» désignera toute Personne à qui un Part a été Cédé.
«Cession à Sortie Conjointe»	A la signification qui lui est attribuée à l'article 11.1 des Statuts.
«Conseil de Gérance»	Désigne le conseil de gérance de la Société.
«Contrôle»	désigne relativement à une Personne (i) une détention directe ou indirecte de 50% ou plus des titres à droit de vote de ladite Personne, (ii) le droit de nommer, ou de faire nommer, 50% ou plus des membres du conseil de gérance (ou autre organe de gestion similaire) de ladite Personne, (iii) le droit de gérer, ou de diriger la gestion, de façon discrétionnaire, des actifs de ladite Personne, et, afin d'éviter toute ambiguïté, un associé commandité (general partner) est supposé Contrôler une limited partnership, et seulement pour les besoins des Statuts, un fonds conseillé ou géré directement ou indirectement par une Personne doit aussi être supposé être Contrôlé par cette Personne (et les termes «Contrôlant» ou «Contrôlé» ont la même signification que le terme Contrôle défini ci-dessus).
«Entité»	Désigne une société, un partenariat, une société en commandite, une co-entreprise, un consortium, un fonds commun de placement à risque ou tout équivalent ou toute entité similaire dans tout système juridique, un fonds, une association, un trust ou une société non immatriculée, ou un gouvernement, ou une agence ou une subdivision politique ou toute autre entité ou organisation.
«Gérants»	Désigne tout Gérant A, Gérant B ou, le cas échéant, tout autre gérant de la Société.
«Gérants de Catégorie A»	Désigne tout gérant A de la Société.
«Gérants de Catégorie B»	Désigne tout gérant B de la Société.
«Jour Ouvrable»	Désigne un jour autre que le samedi, le dimanche ou tout autre jour durant lequel les banques commerciales sont fermées à la fois à Paris, Amsterdam, Londres, Luxembourg, San Francisco et New York.
«Loi»	Désigne la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, dans sa version amendée.
«Notice de Cession»	A la signification qui lui est attribuée à l'article 9.1 des Statuts.
«Notification de Répartition»	A la signification qui lui est attribuée à l'article 9.4 des Statuts.
«Notice de Sortie Conjointe»	A la signification qui lui est attribuée à l'article 11.1 des Statuts.
«Notice de Sortie Prioritaire»	A la signification qui lui est attribuée à l'article 10.2 des Statuts.
«Pacte d'Associés»	Désigne tout pacte qui pourrait entrer en application entre les Associés à un moment donné concernant toutes les questions n'étant pas prévues dans les présents statuts.

«Part»	Désigne toute Part A ou Part B de la Société.
«Part A»	Désigne toute part sociale de catégorie A de la Société.
«Part B»	Désigne toute part sociale de catégorie B de la Société.
«Personne»	Désigne toute personne physique ou organe social, autorité gouvernementale ou toute entité légale quelle qu'elle soit.
«Période d'Exercice»	A la signification qui lui est attribuée à l'article 9.2 des Statuts.
«Société»	A la signification qui lui est attribuée à l'article 2 des Statuts.
«Statuts»	Désigne, les présents statuts de la Société.
«Tiers»	Désigne toute Personne qui n'est ni un Associé, ni un Affilié d'un quelconque Associé, une Partie, ou toute Entité ayant une relation capitalistique directe ou indirecte avec l'une quelconque des personnes précitées.
«TTLC»	Désigne TwentyTwo Capital Lux, une société anonyme constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro B 172.670.
«Vente Proposée»	A la signification qui lui est attribuée à l'article 10.1 des Statuts.

Nom.

2. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Scaprim Lux» (ci-après la «Société») qui sera régie par la Loi, les Statuts et le Pacte d'Associés.

Objet Social.

3.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

3.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

3.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

3.4 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des Statuts.

Siège Social.

5.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

5.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du Conseil de Gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des Statuts.

5.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du Conseil de Gérance.

5.4 Dans l'hypothèse où le Conseil de Gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Capital Social.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à soixante-quinze mille six cent trente euro (EUR 75.630,-), représenté par:

- (i) soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt (74.880) parts sociales de catégorie A (ci-après les «Parts A»); et
- (ii) sept cent cinquante (750) parts sociales de catégorie B (ci-après les «Parts B») et ensemble avec les Parts A, les «Parts»); et

ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

6.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des Associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

6.3 La Société peut racheter ses propres Parts.

Parts sociales.

7.1 Le capital social de la Société est divisé en deux (2) catégories de Parts ayant chacune la même valeur nominale.

7.2 Sauf dispositions contraires dans les Statuts ou le Pacte d'Associés, il est reconnu aux détenteurs de Parts les mêmes droits aux distributions effectuées par la Société pro rata le nombre de Parts qu'ils détiennent dans la Société.

7.3 Les Parts de la Société sont nominatives.

7.4 La Société peut avoir un ou plusieurs Associés, avec un nombre maximal de quarante (40) Associés.

7.5 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des Associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Parts Sociales.

8.1 Un registre des Parts est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque Associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'Associé demandeur.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par Part. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette Part, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

8.3 Sauf dispositions contraires de la Loi ou des Statuts, (i) les Parts B ne pourront être transférées à compter de la constitution de la Société à moins que la Cession soit approuvée par les détenteurs de Parts A en vertu d'une résolution adoptée par l'assemblée générale des Associés dûment convoquée et (ii), les Parts B ne pourront être grevées par les Associés.

8.4 Les Parts A sont librement cessibles à tout Affilié des Associés conformément aux dispositions de la Loi.

8.5 Nonobstant les dispositions de l'article 8.3 ci-dessus, les Parts B sont librement cessibles en cas de Cession effectué conformément aux dispositions des articles 10 et 11 ci-dessous, conformément aux dispositions de la Loi.

8.6 Toute Cession de Parts est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la Cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

8.7 En cas de décès, les Parts B de l'Associé de Catégorie B décédé pourront être uniquement transférées au nouvel Associé sous réserve qu'un telle Cession ait été approuvée par les Associés de Catégorie A en vertu d'une résolution adoptée par l'assemblée générale des Associés dûment convoquée. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les Parts B sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'Associé de Catégorie B décédé.

Droit de Préemption.

9.1 A l'exception des Cessions effectuées conformément aux articles 10 et 11 ci-dessous, tout Associé de Catégorie B envisageant la Cession de tout ou partie de ses Parts B (ci-après le «Cédant») consent aux Associés de Catégorie A (les «Bénéficiaires du Droit de Préemption») le droit de préempter la totalité (et non une partie seulement) des Parts A objet de la Cession. Le Cédant devra notifier par écrit aux Bénéficiaires du Droit de Préemption, la Cession envisagée, ses termes et conditions et notamment l'identité du Cessionnaire Tiers envisagé (qui devra spécifier l'identité de l'Entité ou des Entités ayant conjointement ou individuellement, directement ou indirectement, le Contrôle dudit Cessionnaire Tiers envisagé), le prix de Cession envisagé, les conditions matérielles de la Cession, notamment les pouvoirs de représentation, les garanties et compensations et toutes les informations raisonnablement nécessaires afin de déterminer l'acceptabilité du Cessionnaire en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (la «Notice de Cession»).

9.2 Tout Bénéficiaire du Droit de Préemption désirant exercer son droit de préemption conformément à l'article 9.1 ci-dessus, devra notifier le Cédant dans les quatre-vingt-dix (90) Jours Ouvrables à compter de la réception de la Notice de Cession (la «Période d'Exercice»)

9.3 Si les demandes de préemption excèdent le nombre des Parts transférées, elles seront réduites proportionnellement au nombre des Parts déjà détenues par les Bénéficiaires du Droit de Préemption dont émane la demande, par rapport au nombre total des Parts déjà détenues par l'ensemble des Bénéficiaires du Droit de Préemption ayant préempté, étant précisé qu'une telle répartition des Parts permet mais n'oblige pas les Bénéficiaires du Droit de Préemption à acheter un nombre d'actions qui excède sa demande initiale. S'il en existe, les rompus des Parts transférées seront attribuées au plus fort reste.

9.4 La répartition des Parts transférées entre les Bénéficiaires du Droit de Préemption ayant préempté sera notifiée conjointement par le Cédant et la Société aux Bénéficiaires du Droit de Préemption dans un délai de quinze (15) Jours Ouvrables à compter de l'expiration de la Période d'Exercice (la «Notification de Répartition»).

9.5 La Notification de Répartition comportera en annexe copie de l'ensemble des Notifications de Préemption reçues par le Cédant et la Société.

9.6 Dans l'hypothèse où la totalité des Parts transférées serait préemptée, les Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant préempté disposeront d'un délai de quinze (15) Jours Ouvrables à compter de la réception de la Notification de Répartition pour acquérir les Parts transférées et verser au Cédant le prix offert par le Cessionnaire Tiers indiqué dans la Notice de Cession.

9.7 Au cas où les demandes de prémption seraient inférieures au nombre des Parts transférées, le Cédant sera libre d'accepter les demandes de préemptions malgré une insuffisance ou de Céder les Parts cédées conformément aux stipulations de l'article 9.9 ci-après. Dans la seconde hypothèse cependant, le Cédant devra toutefois, dans le délai de quinze (15) Jours Ouvrables visé à l'article 9.4 ci-dessus, informer les Bénéficiaires du Droit de Prémption de l'insuffisance de leurs demandes de prémption et de sa décision de ne pas donner suite aux demandes de prémption.

9.8 Au cas où le Cédant, malgré l'insuffisance de demandes de prémption donnerait suite à celles-ci, il devra indiquer dans la Notification de Répartition le nombre des Parts non préemptées ainsi que la répartition des Parts Transférées (conformément à l'article 9.3 ci-dessus) entre les Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant exercé leur droit. Les Bénéficiaires du Droit de Prémption disposeront d'un délai de quinze (15) Jours à compter de la réception de la Notification de Répartition pour acquérir les Parts Transférées et verser au Cédant le prix déterminé conformément aux stipulations de l'article 9.6 ci-dessus. Le Cédant sera libre de céder les Parts non préemptées conformément à l'article 9.9 ci-dessous.

9.9 Au cas où les Bénéficiaires du Droit de Prémption n'exerceraient pas leur droit de prémption ainsi que dans le cas visé à l'article 9.7 ci-dessus, le Cédant pourra dans un délai de quatre-vingt-dix (90) Jours Ouvrables mois à compter de l'expiration de la Période d'Exercice.

9.10 Cette Cession devra être effectuée dans des conditions, notamment de prix, identiques à celles décrites dans la Notice de Cession. A défaut une nouvelle procédure de prémption commencera et s'appliquera de nouveau à la Cession envisagé par le Cédant.

Droit de Sortie Prioritaire.

10.1 A moins qu'il en soit prévu autrement dans le Pacte d'Associés, dans l'hypothèse où TTCL envisage de Céder tout ou partie de ses Parts A ayant pour résultat que TTCL détiendrait moins de cinquante pour cent (50%) des Parts et en cas de toute autre Cession à un Cessionnaire Tiers (et si et seulement si le Cessionnaire est un Tiers), il doit notifier aux autres associés, par écrit, ladite Cession envisagée et ses termes et conditions, notamment l'identité du Cessionnaire Tiers envisagé (qui devra spécifier l'identité de l'Entité ou des Entités ayant conjointement ou individuellement, directement ou indirectement, le Contrôle dudit Cessionnaire Tiers envisagé), le prix de Cession envisagé, les conditions matérielles de la Cession, notamment les pouvoirs de représentation, les garanties et compensations et toutes les informations raisonnablement nécessaires afin de déterminer l'acceptabilité du Cessionnaire en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (la «Cession Envisagée»). Il pourra être offert à chaque Associé la possibilité de participer à la Cession Envisagée au prorata du nombre de Parts cédées par TTCL.

10.2 Dans les dix (10) jours de la date de la notice, si un Associé désire participer dans la Cession Envisagée, il devra le notifier à TTCL par écrit (la «Notification de Sortie Prioritaire»). Si la Notice de Sortie Prioritaire n'est pas effectuée dans ce délai, ledit Associé sera présumé avoir refusé de participer à la Cession Envisagée.

10.3 Dès réception de la Notice de Sortie Prioritaire conformément au précédent paragraphe et sous condition de la conclusion effective de la Cession Envisagée par TTCL, l'Associé ayant envoyé une Notice de Sortie Prioritaire sera autorisé à Transférer ses Parts au Cessionnaire Tiers envisagé, au même prix et selon les mêmes termes et conditions que ceux définis pour la Cession Envisagée.

10.4 Chaque Associé exerçant son droit de sortie prioritaire doit:

(i) fournir les pouvoirs de représentation, les garanties et compensations que TTCL fournit, étant entendu que la responsabilité de chaque Associé est solidaire et cette responsabilité sera limitée au pourcentage correspondant au pro rata de sa part de capital social dans la Société (et chaque Associé bénéficiera de toutes les limitations de responsabilité établies par TTCL et prévues dans la documentation relative à la Cession Envisagée);

(ii) payer sa part de frais externes induits par la Cession Envisagée, au pro rata de sa part de capital social Cédé en vertu de la Cession Envisagée; et

(iii) Céder ses Parts au Cessionnaire Tiers au même moment que TTCL.

10.5 Si la Cession Envisagée n'est pas conclue dans les trois (3) mois suivant la Notice de Sortie Prioritaire conformément au présent article, la Cession Envisagée ne pourra plus être conclue (à moins qu'il n'en soit expressément décidé autrement avec les Associés ayant envoyé une Notice) et la procédure décrite ci-dessus devrait être suivie comme s'il s'agissait d'une nouvelle Cession.

10.6 Afin d'éviter toute ambiguïté, TTCL ne pourra pas transférer ses Parts au Cessionnaire Tiers à moins que le Cessionnaire Tiers n'acquière dans les mêmes conditions, et conformément au présent article, les Parts de l'Associé ayant envoyé une Notice de Sortie Prioritaire conformément à l'article 10.2 ci-dessus. Si le Cessionnaire Tiers viole cette obligation, la Cession sera nulle.

10.7 Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas lorsqu'un Associé aura valablement exercé son obligation de sortie conjointe conformément à l'article 11 ci-dessous.

10.8 Toute Cession réalisée conformément au présent article résultant en une Cession de Parts doit être faite en respectant l'article 8 des Statuts.

Obligation de Sortie Conjointe.

11.1 A moins qu'il en soit prévu autrement dans l'article 10 ci-dessus et dans le Pacte d'Associés, dans l'hypothèse où TTCL a conclu un accord pour la Cession de tout ou partie de ses Parts A ayant pour résultat que TTCL détiendrait moins de cinquante pour cent (50%) des Parts de la Société avec un Cessionnaire Tiers (et si et seulement si le Cessionnaire est un Tiers) définissant les conditions de l'opération (la «Cession à Obligation de Sortie Conjointe») selon lesquelles:

(i) TTCL a accepté de Céder tout ou partie de ses Parts A au Cessionnaire Tiers, et le Cessionnaire Tiers a accepté d'acquiescer ses Parts, et, dans l'hypothèse où toutes les conditions du présent article sont remplies, toutes les Parts de l'autre Associé (l'«Associé Entraîné») ou une partie de celles-ci proportionnellement au nombre de Parts transférées par TTCL;

(ii) la contrepartie étant reçue par l'Associé Entraîné est en espèce et immédiatement disponibles pour au moins cent pour cent (100%) du total de la contrepartie, à l'exception des fonds qui pourraient être placés temporairement sous séquestre afin de couvrir toute indemnité tel que cela pourrait être décidé conformément à la Cession à Obligation de Sortie Conjointe; et

(iii) l'Associé Entraîné n'a pas à effectuer de déclarations et garanties autres que (a) les déclarations et garanties usuelles liées au pouvoir et à la capacité, à l'absence de procédure d'insolvabilité, et à la propriété de ses Parts et (b) toute indemnité qui pourrait être décidé conformément à la Cession à Obligation de Sortie Conjointe conformément au paragraphe (ii) ci-dessus.

11.2 TTCL aura le droit de demander aux autres Associés de participer à la Cession à Obligation de Sortie Conjointe dans les conditions prévues au présent article soit pour toutes leurs Parts ou à la discrétion de TTCL une partie de leurs Parts proportionnellement au nombre de Parts transférées par TTCL. A cette fin, TTCL devra notifier l'Associé Entraîné, en précisant par écrit, (la «Notice de Sortie Conjointe») la Cession envisagée et ses termes et conditions, et notamment l'identité du Cessionnaire Tiers envisagé (qui devra spécifier l'identité de toute(s) Entité ou Entités ayant conjointement ou individuellement, directement ou indirectement, le Contrôle dudit Cessionnaire Tiers envisagé), le prix de Cession envisagé, les termes et conditions de la Cession, le contrat de cession envisagé, le nombre de Parts A concernés, le prix envisagé pour chaque Part A, toute l'information raisonnablement nécessaire afin de déterminer l'acceptabilité du Cessionnaire Tiers en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

11.3 Dans l'hypothèse d'une Cession à Obligation de Sortie Conjointe, les Associés acceptent et entreprennent par les présentes, dès lors qu'ils peuvent être qualifiés d'Associés Entraînés, de Transférer toutes leurs Parts, ou une partie de celles-ci proportionnellement au nombre de Parts transférées par TTCL, au Cessionnaire Tiers suite à la Cession à Obligation de Sortie Conjointe, à la demande de TTCL et dans les mêmes termes et conditions que ceux prévus pour la Cession à Obligation de Sortie Conjointe, ou selon des termes et conditions plus favorables déterminées avec TTCL et le Cessionnaire Tiers. En cas de défaut d'un Associé Entraîné de Céder ses Parts, le droit à distributions des Parts en question sera suspendu jusqu'à leur Cession.

11.4 Dans l'hypothèse de l'application des termes et conditions du présent article, l'Associé Entraîné accepte de procéder à toutes les formalités et actions nécessaires afin d'autoriser la Cession de ses Parts suite à la Cession à Obligation de Sortie Conjointe.

11.5 L'Associé Entraîné n'aura aucune obligation de Céder ses Parts au Cessionnaire Tiers suite à une Cession à Obligation de Sortie Conjointe, à moins que TTCL n'ait conclu la Cession à Obligation de Sortie Conjointe dans les trois (3) mois suivant la Notice de Sortie Conjointe (à moins qu'il n'en soit expressément convenu autrement avec l'Associé Entraîné). Si la Cession à Obligation de Sortie Conjointe n'est pas notifiée dans les trois (3) mois de la Notice de Sortie Conjointe, conformément au présent article, la Cession à Obligation de Sortie Conjointe ne pourra plus être conclue (à moins qu'il n'en soit expressément convenu autrement avec l'Associé Entraîné) sans se conformer à nouveau à la procédure décrite ci-dessus.

11.6 Toute Cession réalisée conformément au présent article et résultant en une cession de Parts doit être réalisée en accord avec l'article 8 des Statuts.

C. Décisions des associés

Décisions collectives des Associés.

12.1 L'assemblée générale des Associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les Statuts.

12.2 Chaque Associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de Parts qu'il détient.

12.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) Associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque Associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

12.4 En cas d'Associé unique, cet Associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des Statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée

générale des Associés» devra être entendue comme une référence à l'Associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés seront exercés par l'Associé unique.

Assemblées générales des Associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiqués dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Quorum et vote.

14.1 Chaque associé possède un nombre de voix égal au nombre de Parts qu'il détient.

14.2 A moins que la Loi ou les Statuts prévoient une majorité plus importante dans les Statuts, les décisions prises lors des assemblées générales d'Associés ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social.

Changement de nationalité. Les Associés ne peuvent changer la nationalité de la Société que par un vote à l'unanimité.

Modification des Statuts.

16.3 Sauf dispositions contraires, toute modification des Statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des Associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

16.4 Nonobstant ce qui précède, les Associés accepte de ne pas approuver une quelconque modification de l'article 7.2 des Statuts au cas où celle-ci impacterait négativement sur l'un des Associés.

D. Gérance

Composition et pouvoirs du Conseil de Gérance.

17.1 La Société est gérée par un Conseil de Gérance composé de un (1) Gérant de Catégorie A et de deux (2) Gérants de Catégorie B.

17.2 Lorsque la Société est gérée par un Gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «Gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «Conseil de Gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «Gérant unique».

17.3 Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des Décisions Soumises à Véto et à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des Associés.

Nomination, révocation des Gérants et durée du mandat des Gérants.

18.1 Les Gérants seront nommés par l'assemblée générale des Associés qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat.

18.2 Les Gérants seront nommés et pourront être destitués de leur fonction à tout instant, avec ou sans cause, par une décision des Associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Vacance d'un poste de Gérant.

19.1 Dans l'hypothèse où un poste de Gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du Gérant remplacé par les Gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

19.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un Gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

Convocation aux réunions du Conseil de Gérance.

20.1 Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation de tout Gérant. Les réunions du Conseil de Gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

20.2 Avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance doit être donné aux Gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque Gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un Conseil de Gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent Conseil de Gérance, communiquée à tous les membres du Conseil de Gérance.

20.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où les tous les Gérants seront présents ou représentés à un Conseil de Gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du Conseil de Gérance.

Conduite des réunions du Conseil de Gérance.

21.1 Le Conseil de Gérance pourra élire un président du Conseil de Gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du Conseil de Gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance.

21.2 Le président préside toutes les réunions du Conseil de Gérance. En son absence, le Conseil de Gérance peut nommer provisoirement un autre Gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

21.3 Tout Gérant peut se faire représenter à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant tout autre Gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un Gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du Conseil de Gérance.

21.4 Les réunions du Conseil de Gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

21.5 Toute décision du Conseil de Gérance pourra être prise si au moins une majorité des Gérants sont présents ou représentés lors d'un Conseil de Gérance.

21.6 En cas de pluralité de Gérants, les décisions seront adoptés à la majorité des voix exprimés par les Gérants présents ou représentés lors d'un Conseil de Gérance et comprenant le vote positif d'au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B. Le président du Conseil de Gérance ne dispose pas, s'il en est une, d'une voix prépondérante.

21.7 Le Conseil de Gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque Gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance; procès-verbaux des décisions du Gérant unique.

22.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du Conseil de Gérance seront signés par le président, s'il en est un, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront signés par le président, s'il en est un, ou par un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B.

22.2 Les décisions du Gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le Gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le Gérant unique.

Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du Gérant unique, ou si la Société à plusieurs Gérants par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Catégorie A et d'un (1) Gérant de Catégorie B, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil de Gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et Surveillance

Commissaire - réviseur d'entreprises agréé.

24.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) Associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des Associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

24.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des Associés.

24.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

24.4 Si les Associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

24.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des Associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

26.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le Conseil de Gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

26.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

26.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un Associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet Associé consent à cette affectation.

26.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

26.5 Sur proposition du Conseil de Gérance, l'assemblée générale des Associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux Statuts.

26.6 Sauf dispositions contraires dans les Statuts ou le Pacte d'Associés, les distributions aux Associés sont effectuées en proportion du nombre de Parts qu'ils détiennent dans la Société conformément à l'article 7.2 ci-dessus.

Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

27.1 Le Conseil de Gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le Conseil de Gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les Statuts interdisent la distribution.

27.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux Associés conformément à la Loi et aux Statuts.

G. Liquidation

Liquidation.

28.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 4.2 des Statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des Associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

28.2 Sauf dispositions contraires dans les Statuts ou le Pacte d'Associés, le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les Associés conformément à l'article 7.2 ci-dessus.

H. Disposition finale - Loi applicable

Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les Statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.»

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et s'achève le 31 décembre 2014.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être versés pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et Paiement

Les Parts ont été souscrites comme suit:

5. TwentyTwo Capital Lux, précitée, a souscrit à soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt (74.880) Parts A ayant une valeur nominal de un euro (EUR 1,-) chacune par (i) un apport en numéraire d'une montant globale de un million six cent quatre-vingt-dix mille euro (EUR 1.690.000,-), (ii) un apport en nature consistant en soixante et un million trois cent soixante-quatorze mille et soixante-dix (61,374,070) actions de Financière Scaprim, une société par actions simplifiée de droit français, sise au 23 rue d'Artois, 75008 Paris, France et immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 499 649 861 00022, détenues par TwentyTwo Capital Lux (ci-après les «Actions de FS») conformément aux dispositions du contrat d'apport en date du 21 novembre 2013 conclu entre la Société en formation et TwentyTwo Capital Lux en présence de Financière Scaprim et représentant une valeur globale de quatre million six cent vingt et un mille euro (EUR 4.621.000,-) conformément au certificat d'évaluation signé par la Société en formation et TwentyTwo Capital Lux et (iii) un apport en nature consistant en six cent cinquante (650) actions de Scaprim, une société par actions simplifiée à associé unique de droit français, sise au 23 rue d'Artois, 75008 Paris, France et immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 491 084 612, détenues par TwentyTwo Capital Lux (ci-après les «Actions de Scaprim») conformément aux dispositions du contrat d'apport en date du 21 novembre 2013 conclu entre la Société en formation et TwentyTwo Capital Lux en présence de Scaprim et représentant une valeur globale de un million cent soixante-dix-sept mille euro (EUR 1.177.000,-) conformément au certificat d'évaluation signé par la Société en formation et TwentyTwo Capital Lux, duquel un montant de soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt euro (EUR 74.880,-) est alloué au capital social de la Société et un montant de de sept million quatre cent treize mille cent vingt euro (EUR 7.413.120,-) est alloué à la réserve prime d'émission de la Société; et

La preuve de l'existence, la valeur et la libre cessibilité de toutes les Actions de FS et les Actions de Scaprim a été produite au notaire instrumentant par le certificat d'évaluation signé par la Société en formation et TwentyTwo Capital Lux et par le certificat de libre cessibilité signé par TwentyTwo Capital Lux.

6. Monsieur Charles Christophe Kuhbier, précité, a souscrit à sept cent cinquante (750) Parts B d'une valeur nominal de un euro (EUR 1,-) chacune par un apport en numéraire d'un montant globale de soixante-quinze mille euro (EUR 75.000,-) duquel un montant de sept cent cinquante euro (EUR 750,-) est alloué au capital social de la Société et un montant de soixante-quatorze mille deux cent cinquante euro (EUR 74.250,-) est alloué à la réserve prime d'émission de la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur des apports en numéraire précités a été produite au notaire instrumentant.

Les Parts ainsi souscrites ont été intégralement libérées et le montant des apports précités est maintenant disponible à la Société tel que cela a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ quatre mille trois cents euros (EUR 4.300,-).

Résolutions des associés

Les associés fondateurs, qui représentent l'intégralité du capital social de la Société et qui renoncent aux formalités de convocation, ont adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
2. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Daniel Rigny, né à Woippy (France), le 20 septembre 1969, demeurant au 43, West Heath Drive, NW11 7QG, Londres, Royaume-Uni, en tant que gérant de catégorie A;
 - Monsieur Philippe Stock, né le 10 septembre 1960 à Gosselies-Charleroi (Belgique), employé privé, résidant professionnellement au 412F, Route d'Esch L-2086 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B; et
 - Madame Nadia Uwimana, née le 15 août 1980 à Nyarugenge-Kigali (Rwanda), résidant professionnellement au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et année figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande des comparants que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au représentant des comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit représentant des comparants a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. HÉMERY, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 27 novembre 2013. Relation: DIE/2013/14552. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 07 janvier 2014.

Référence de publication: 2014003867/980.

(140003096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

OpCapita Red GP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 183.439.

— STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the nineteenth day of November,

Before the undersigned, Maître Francis Kessler, a notary resident in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

OpCapita LLP, a company incorporated under the laws of England and Wales, with company number OC318670 and having its registered office at 173-176 Sloane Street, London SW1X 9QG,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public company limited by shares (société anonyme), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "OpCapita Red GP S.A." (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-), represented by three million one hundred thousand (3,100,000) shares in registered form, having a nominal value of one Euro cent (0,01) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. The Board is authorised, for a period of five (5) years from the date of the publication of the deed of incorporation, to:

(i) increase the current share capital in one or several times up to one billion EUR (EUR 1,000,000,000.-), by the issue of up to one hundred billion (100,000,000,000) new shares, having the same rights as the existing shares;

(ii) limit or withdraw the shareholders' preferential subscription rights to the new shares and determine the persons who are authorised to subscribe to the new shares; and

(iii) record each share capital increase by way of a notarial deed and amend the share register accordingly.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.3. A register of shares shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. A share transfer shall be carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

- (i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or
- (ii) any authorised representative of the Company,

following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.5. Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Company as evidence of a share transfer.

6.6. The Company may redeem its own shares within the limits set out in the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of directors.

7.1. Composition of the board of directors

(i) The Company shall be managed by the Board, which shall comprise at least three (3) members. The directors need not be shareholders.

(ii) The General Meeting shall appoint the directors and determine their number, their remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for re-appointment at the expiry of their term of office. The General Meeting may decide to appoint one or several class A directors and one or several class B directors.

(iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

(iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in his own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vi) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.

7.2. Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

(iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

7.3. Procedure

(i) The Board must appoint a chairperson from among its members, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board shall meet at the request of the chairperson or any two (2) directors, at the place indicated in the notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(iii) Written notice of any Board meeting shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may grant to another director a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board Resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the directors present or represented, provided that if the General Meeting has appointed one or several class A directors and one or several class B directors, at least one (1) class A director and one (1) class B director votes in favour of the resolution. The chairman shall have a casting vote in the event of a tied vote, except if the Board is composed of one or several class A directors and one or several class B

directors. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson, by all the directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

(ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have the statement recorded in the minutes of the meeting.

The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction shall be submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on any other resolution.

7.4. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A director and any class B director.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated by the Board.

Art. 8. Sole director.

8.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the Company may be managed by a single director until the General Meeting following the introduction of an additional shareholder; and

(ii) any reference in the Articles to the Board, the directors, some directors or any director should be read as a reference to that sole director, as appropriate.

8.2. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business.

Art. 9. Liability of the directors. The directors may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting). The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the Company's corporate object.

(ii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board or the statutory auditor(s). The Shareholders must be convened to a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Any shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.

(vii) Any shareholder may vote by using the forms provided by the Company for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be

taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

(viii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented.

(ix) An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Memorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(x) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

Art. 11. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders or the General Meeting is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officers, directors and statutory auditor(s) to the Company.

12.3. One month before the annual General Meeting, the Board shall provide the statutory auditors with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The statutory auditor(s) shall then prepare a report setting out their proposals.

12.4. The annual General Meeting shall be held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 13. Auditors.

13.1. The Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

13.2. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

13.3. The General Meeting shall appoint the statutory auditors (commissaires) / external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), and determine their number and remuneration and the term of their office. The term of office of the statutory auditors may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) the statutory auditors (commissaires) or the approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), as applicable, must prepare a report addressed to the Board which must verify whether the above conditions have been met.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provision

16.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and end on the thirty-first (31) of December 2013.

Subscription and payment

OpCapita LLP, represented as stated above, subscribes for three million one hundred thousand (3,100,000) shares in registered form, having a nominal value of one Euro cent (0,01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-).

The amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand seven hundred euro (EUR 1,700.-).

Attestation

The Notary acting in this matter declares that he has checked the existence of the conditions set out in Articles 26 of the Law on Commercial Companies and expressly attests that they have been complied with.

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as A directors of the Company for a period of six (6) years:

- Henry JACKSON, investor, born on 16 December 1964 in New York, USA, with professional address at c/o OpCapita LLP, 173-176 Sloane Street, London SW1X 9QG, United Kingdom; and

- Joshua SPOERRI, investor, born on 12 May 1971 in Massachusetts, USA, with professional address at c/o OpCapita LLP, 173-176 Sloane Street, London SW1X 9QG, United Kingdom.

2. The following are appointed as B directors of the Company for a period of six (6) years:

- Philippe LECLERCQ, chartered accountant, born on 18 May 1968 in Liège, Belgium, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Frédérique DUCULOT, private employee, born on 7 May 1978 in Liège, Belgium, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Alter Domus Luxembourg S.à r.l., with registered office at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg is appointed as statutory auditor (commisaire) of the Company for a period of one (1) year.

4. The registered office of the Company is located at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences, the English text prevails.

WHEREOF this deed is drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour de novembre,

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

OpCapita LLP, une société régie par les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, dont le siège social se situe à 173-176 Sloane Street, London SW1X 9QG, inscrite sous le numéro OC318670,

représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, de résidence professionnelle à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Ladite procuration, après avoir été signée et validée par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante, les statuts d'une société anonyme qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "OpCapita Red GP S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

- 4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.
- 4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Capital - Actions**Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à trente-et-un mille Euro (EUR 31.000), représenté par trois millions cent mille (3.100.000) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. Le Conseil est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication de l'acte constitutif, à:

- (i) augmenter le capital social existant en une ou plusieurs fois, à hauteur d'un milliard d'Euro (EUR 1.000.000), par l'émission de cent milliards (100.000.000.000) de nouvelles actions, ayant les mêmes droits que les actions existantes;
- (ii) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires aux nouvelles actions et déterminer les personnes autorisées à souscrire aux nouvelles actions; et
- (iii) faire constater chaque augmentation de capital social par acte notarié et modifier le registre des actions en conséquence.

Art. 6. Actions.

6.1. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

6.2. Les actions sont et resteront sous forme nominative.

6.3. Un registre des actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire.

6.4. Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée:

- (i) par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires; ou
- (ii) par un quelconque mandataire de la Société,

suivant une notification à, ou une acceptation par la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.5. Tout autre document établissant l'accord du cédant et du cessionnaire, dûment signé par les deux parties, peut également être accepté par la Société comme preuve du transfert d'actions.

6.6. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation**Art. 7. Conseil d'administration.**

7.1. Composition du conseil d'administration

(i) La Société est gérée par un conseil d'administration (le Conseil) composé d'au moins trois (3) membres, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme les administrateurs et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat. L'Assemblée Générale peut décider de nommer un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B.

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.2. Pouvoirs du conseil d'administration.

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

7.3. Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou d'au moins deux (2) administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés pourvu qu'au cas où les associés ont nommé un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B, au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B votent en faveur de la décision. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix, sauf si le Conseil se compose d'un ou de plusieurs administrateurs de classe A et d'un ou de plusieurs administrateurs de classe B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B).

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 8. Administrateur unique.

8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

(i) la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire; et

(ii) toute référence dans les Statuts au Conseil, aux administrateurs, à quelques administrateurs ou à un quelconque administrateur doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

8.2. Les transactions conclues par la Société doivent être mentionnées dans des procès-verbaux si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé, sauf si elles concernent des opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Responsabilité des administrateurs.

Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Actionnaire(s)

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (chacune une Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les actionnaires peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil ou du/des commissaire(s). Les actionnaires doivent y être convoqués à la demande des actionnaires représentant plus de dix pourcent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les actionnaires au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

(vii) Tout actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société à cet effet. Les formulaires de vote doivent indiquer la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le formulaire doit contenir trois cases permettant de voter en faveur de cette résolution, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social de la Société. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(viii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté.

(ix) Une Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(x) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

Art. 11. Actionnaire unique. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

(i) l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux actionnaires ou à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique; et

(iii) les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

12.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

12.4. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 13. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

13.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, quand la loi le requiert.

13.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires / réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. La durée du mandat des commissaires ne peut dépasser six (6) ans mais peut être renouvelé.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) les commissaires ou les réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, doivent préparer un rapport au Conseil qui doit vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, s'il y en a un, est distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

16.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les actionnaires.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2013.

Souscription et libération

OpCapita LLP, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à trois millions cent mille (3.100.000) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de trente-et-un mille Euro (EUR 31.000).

Le montant de trente-et-un mille Euro (EUR 31.000), est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille sept cents euros (EUR 1.700,-).

Constataion

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Résolutions des actionnaires

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont adopté les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateurs A de la Société pour une durée de six (6) ans:
 - Henry JACKSON, investisseur professionnel, né le 16 décembre 1964 à New York, USA, resident professionnellement au c/o OpCapita LLP, 173-176 Sloane Street, London SW1X 9QG, Royaume-Uni;
 - Joshua SPOERRI, investisseur professionnel, né le 12 mai 1971 au Massachusetts, USA, resident professionnellement au c/o OpCapita LLP, 173-176 Sloane Street, London SW1X 9QG, Royaume-Uni.
2. Les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateurs B de la Société pour une durée de six (6) ans:
 - Philippe LECLERCQ, expert-comptable, né le 18 mai 1968 à Liège, Belgique, resident professionnellement au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - Frédérique DUCULOT, employée privée, né le 7 May 1978 à Liège, Belgique, resident professionnellement au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
3. Alter Domus Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, est nommé en qualité de commissaire de la Société pour une durée de un (1) an.
4. Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 novembre 2013. Relation: EAC/2013/15553. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITON CONFORME

Référence de publication: 2014008651/598.

(140009472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Credit Suisse Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: MXN 327.544,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.897.

Il est à noter que l'associé unique de la Société a changé sa dénomination. La nouvelle dénomination de l'associé unique est la suivante: Credit Suisse Securities (Luxembourg) S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Pour la société

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Domiciliataire

Référence de publication: 2014011542/16.

(140013243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Altuma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 97.407.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 19 novembre 2013.

L'Assemblée Générale a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- Prise d'acte de la démission avec effet au 31 octobre 2013 de Madame Christiane YEUNG CHIN SHING et de Madame Sandra HEW KHEE de leurs fonctions d'administrateurs de la société.

- Nomination en remplacement de Madame Christiane YEUNG démissionnaire Madame Johane BOUIX, née à Lyon (4^{ème}), le 31 décembre 1975, demeurant CH - 1206 GENEVE, Chemin Edouard Tavan, 8C, (Suisse).

Le mandat d'administrateur de Madame Johane BOUIX prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2017.

- Nomination en remplacement de Madame Sandra HEW KHEE démissionnaire Monsieur Mickaël ANTOLINOS, né à Lyon (4^{ème}) FRANCE, le 27 octobre 1967, demeurant CH-1260 NYON, Rue de la Vy Creuse 2 (Suisse).

Le mandat d'administrateur de Monsieur Mickaël ANTOLINOS prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2017.

- Nomination de Monsieur Grégory ANTOLINOS, né à Rillieux la Pape FRANCE, le 4 septembre 1970, demeurant CH - 1269 BASSINS, Rue du Châtelard, 14 (Suisse) en tant qu'administrateur de la société.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Grégory ANTOLINOS prendra fin à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

- Nomination de Monsieur Grégory ANTOLINOS, né à Rillieux la Pape FRANCE, le 4 septembre 1970, demeurant CH - 1269 BASSINS, Rue du Châtelard, 14 (Suisse) en tant qu'administrateur délégué de la société.

Le mandat d'administrateur délégué de Monsieur Grégory ANTOLINOS prendra fin à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Référence de publication: 2014011458/27.

(140013090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Allfit SPF-S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 93.116.

—
Auszug aus dem Protokoll der Jahreshauptversammlung vom 11. Juni 2013

Folgende Beschlüsse wurden einstimmig gefasst:

Die Jahreshauptversammlung beschließt, die Mandate der im Amt befindlichen Verwaltungsratsmitglieder und des jetzigen Kommissars für die Dauer von (sechs) Jahren bis zur Generalversammlung des Jahres 2019 zu verlängern, und zwar:

- Inter-Commerce-Financing-Holding S.A., vertreten durch ihren ständigen Vertreter, Herrn Erwin SCHRÖDER, mit beruflicher Anschrift in L- 9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61, Verwaltungsratsmitglied;

- FN HERMES S.A., mit Sitz in L- 9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61, vertreten durch ihren ständigen Vertreter, Herrn Erwin SCHRÖDER, mit beruflicher Anschrift in L- 9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61, Verwaltungsratsmitglied;

- FN-SERVICES S.à r.l., mit Sitz in L- 9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61, vertreten durch ihren ständigen Vertreter, Herrn Erwin SCHRÖDER, mit beruflicher Anschrift in L- 9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61, Verwaltungsratsmitglied;

- Frau Birgit TERREN, Privatangestellte, mit beruflicher Anschrift in L- 9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61, Kommissar.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 22. Januar 2014.

Für ALLFIT SPF - S.A.

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2014011452/26.

(140013541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2014.
